

Zeitschrift: Geographica Helvetica : schweizerische Zeitschrift für Geographie = Swiss journal of geography = revue suisse de géographie = rivista svizzera di geografia

Herausgeber: Verband Geographie Schweiz ; Geographisch-Ethnographische Gesellschaft Zürich

Band: 67 (2012)

Heft: 1-2

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Book reviews = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Book reviews / Comptes rendus

BRUNET, R. (2011): *Sustainable Geography*. – John Wiley & Sons, Hoboken, NJ, ISTE, London: 1-352. ISBN 978-1-84821-192-6; £ 96.95, € 116.40.

«*Sustainable Geography* recalls the system and laws of geographical space production, tackles the hardcore of geography and presents models and organizations through a regional analysis and the dynamics of territorial structures and methods».

Ainsi s'exprime l'éditeur du dernier ouvrage de ROGER BRUNET consacré à la durabilité. Les sujets traités par l'auteur de «*Sustainable Geography*» sont pour le moins divers et couvrent aussi bien les lois de production des systèmes géographiques que les discontinuités territoriales, en passant naturellement par la modélisation, les échelles géographiques, les structures spatiales européennes, pour finir avec l'éthique du développement durable. Une somme, en fait, que l'on doit au plus important des «constructeurs» (quitte à «déconstruire pour mieux construire» dit-il volontiers) de la géographie française du dernier tiers du vingtième siècle, qui le reste remarquablement en ce début du vingt-et-unième.

Écrit par l'un des maîtres authentiquement identifiés de la géographie francophone, «témoin et participant», l'ouvrage est publié dans la très luxueuse et très pointue collection «Geographical Information Series» dirigée par le géographe grenoblois PIERRE DUMOLARD. «*Sustainable Geography*» offre aujourd'hui un bilan réflexif et critique certes, mais aussi structurellement dynamique, pour penser et renouveler une géographie simultanément scientifique, socialement impliquée, durablement et pertinemment en devenir. «Like any living science, geography have changed considerably» écrit l'auteur, dans la première phrase de sa préface (p. XIII). Il précise d'entrée que les changements décrits par son ouvrage sont non linéaires, la discipline s'accroissant plutôt par étapes successives, se diversifiant, associant assimilations et autres additions, que par négations ou oublis. Tout au long de ce parcours, il semble que la géographie se renforce progressivement et ce en même temps que le Monde lui-même change, notamment du point de vue technique par l'apport de ces nouveaux outils de connaissance et de recherche informatiques dont la géographie sait heureusement profiter. Ce point de vue donne la clé sous-jacente à toute l'organisation de l'ouvrage. Il annonce sa finalité profonde, parce que cet «entrepreneur de la géographie» – qualificatif qu'on lui a volontiers attribué

et que nous interprétons ici de manière totalement positive – est d'abord, très explicitement, son premier théoricien global.

ROGER BRUNET est loin de se contenter de raconter une histoire de la géographie. En choisissant d'illustrer les contenus possibles de la discipline par un choix d'articles ou de chapitres d'ouvrages parus depuis quarante ans, éventuellement révisés en une sorte d'heureux «medley», il livre un ouvrage que l'on lit comme un texte pratiquement original. A la lecture de ces pages, le lecteur est plongé dans une analyse critique, interprétative et explicative du mouvement qui y aura conduit, forgeant sa soutenabilité et légitimant du même coup l'expression retenue pour son titre: «Géographie soutenable». Qu'est-ce à dire sinon une géographie capable de soutenir son développement à partir de ses fondamentaux, de leur durabilité et de l'esprit qui s'en nourrit dans le progrès de la pensée et des résultats qu'elle obtient et offre au monde comme noyau dur au sein des sciences sociales. Au terme de sa préface introductory, BRUNET précise cette idée-force (p. XVII) qui devrait également marquer les esprits et les pratiques.

L'auteur y affirme en effet:

«A sustainable geography is a geography that I can support, maintain, and justify, because of its place among the others sciences and by its scientific practice. It is a geography that, in its processes, can realistically survive the changes of the world and the places within it, all the while constantly incorporating new assets».

Il précise alors que cette géographie est loin d'idéaliser la nature ou le contexte préindustriel mais qu'elle tient compte de la capacité d'adaptation des sociétés humaines. Pour BRUNET, cette géographie repose sur

«a solid theory based of verifiable facts. A geography that is capable of adapting to the new tools of knowledge and research, as well as world changes and the representations of the world, while keeping a necessary distance from the object. A geography that is fundamentally critical and that is never satisfied with the state of science of the world» (p. XVII).

Tel est bien l'objectif qu'il illustre et explicite l'ensemble de cet ouvrage: la réalisation d'une géographie soutenable. L'ouvrage aborde les ruptures ou semi-ruptures des années 1960-70, l'adoption et la maîtrise progressive du quantitatif et des exigences de la mesure, couplées à celles d'un appui et de référents théoriques. Viendront, rapidement, les critiques radicales, l'introduction d'une réflexion nouvelle sur le jeu des acteurs, que ROGER BRUNET contribuera à identifier et définir d'ailleurs, progressivement assorties de dérives

diverses, postmodernistes, relativistes et constructivistes, ce que l'auteur qualifie «d'apprentissage progressif des sciences sociales» (p.XV). L'ouvrage traite ensuite des relations entre l'homme et la nature, de l'étude des conditions de production et d'organisation des espaces de l'humanité et du rôle qu'y jouent les acteurs sociaux. Il montre que le géographe se donne les capacités peut-être insuffisamment reconnues, avec son sens des échelles et du terrain, d'intervenir sérieusement dans les débats de l'écologie globale au cœur des préoccupations actuelles pour la soutenabilité. Le sens que donne, non sans humour, l'auteur à la «soutenabilité» ou à la «durabilité» ne renvoie cependant pas à l'oxymoron habituel qui a envahi les représentations du développement. S'appuyant sur une sélection de ses travaux les plus originaux, dans un plaidoyer chronologiquement et thématiquement organisé et croisé, il s'apparente bien plutôt à la géographie elle-même, comme science sociale en perpétuel renouvellement et imposant sa capacité à être scientifiquement pertinente et socialement utile au sein de l'aréopage des sciences sociales.

L'auteur montre rapidement comment la géographie va progressivement se distancer des approches traditionnelles, longtemps dominées par les sciences naturelles, voire orientées sur le pittoresque. La discipline géographie va en effet se livrer à des approches plus ouvertes aux préoccupations sociales et aux conditions et résultats de l'action «des sociétés humaines productrices des territoires géographiques» (p.XVII). BRUNET rappelle ainsi, pratiquement dans chacun des chapitres de l'ouvrage, le rôle clé des différents acteurs sociaux, le fait que ces formes, structures et différenciations sont bien, dans la durée, le produit d'un travail social qu'il est nécessaire de considérer dans toute sa complexité et comme un système d'acteurs. Les formes de différenciation et d'organisation ont donc des logiques sociales, elles sont toujours le produit de l'expérience que les pratiques sociales, et donc spatiales, reproduisent en s'y conformant.

Présentant le contenu de son ouvrage dans sa préface, ROGER BRUNET en énonce et en explicite le processus visant à réaliser une géographie soutenable. Il note alors:

«The first part is about the fundamentals of the theory behind the production of geographic spaces. The others deal with certain aspects that have particularly interested me: the ruptures and discontinuities of space; the analysis of structures and spatial dynamics; the scales of this analysis; the uses and content of geography» (p.XVII).

Son ouvrage est d'ailleurs un modèle de composition basé sur cinq grandes parties, chacune précédée d'une petite introduction qui en présente le contenu.

On retient les titres: «La production de l'espace géographique: systèmes et lois» (cinq chapitres, pp. 1-72), «L'espace brisé» (six chapitres, pp. 73-162), «Modèles et chorématique» (sept chapitres, pp. 163-265), «Echelles de globalisation et Europe en mouvement» (cinq chapitres, pp. 267-330), «Géographie et City prospects» (six chapitres, pp. 333-384), dont une courte conclusion de deux pages.

La distribution des titres de chapitres est intéressante en elle-même. Retenons-en déjà deux séries à titre d'illustration, singulièrement pour qui en décoderait les liens logiques d'interdépendance. En ce qui concerne la première partie, la richesse et l'originalité radicale de la création conceptuelle et verbale sont à relever alors que la seconde est remarquable pour la pertinence de sa géographie «citoyenne». C'est ainsi que la première partie traite successivement de la «Géographie comme noyau dur d'une science sociale», du «Géon et de l'énergie du système», des «Champs géographiques et de l'environnement des lieux», des «Lois de production de l'espace géographique» et du «Sens de la distance». Au sein de la deuxième partie sont abordés les «Discontinuités et seuils», les «Retranchements territoriaux» (au sens d'espaces inclus dans un espace plus grand), l'«Antimonde et l'aliénation», les «Zones libres dans la division internationale du travail», la «Géographie de l'archipel du Goulag», la «Géographie des migrations» ou «l'Antimonde en crue».

De fait, l'ouvrage illustre les différents ordres de découvertes – le mot n'est pas trop fort – que la discipline doit à ROGER BRUNET. On note en particulier la grande variété des domaines qui, s'additionnant, ont contribué à faire progresser la géographie jusqu'à son statut actuel. Ce travail s'articule autour d'une vision centrale du rôle possible de la géographie dans le monde d'aujourd'hui et donc de ce que devait être et a été son travail: construire une base scientifique et théorique de l'analyse géographique par les formes de raisonnement, la mise en œuvre de la trilogie systèmes-structures-modèles, l'emploi de méthodes adaptées de traitement de données et de représentations des structures et dynamiques spatiales. Ce faisant, l'auteur situe la géographie parmi les sciences humaines, établissant des correspondances entre certaines problématiques des sciences humaines et celles de la géographie. Il rappelle que la production de l'espace et de ses résultats, de ses règles, comme celle de la relation aux formes de la nature et aux héritages, voire l'anticipation de certains effets, est la tâche centrale de la géographie. Cela tout en participant largement aux démarches de la géographie citoyenne.

On découvre alors à quel point l'auteur a été inventif tout au long de sa carrière de chercheur. On retient

en particulier sa proposition d'une théorie des structures élémentaires de l'espace géographique et de leur composition et, à l'occasion, quelques mots nouveaux qui lui ont semblé utiles (p. ex. chorème, géon). On apprécie parallèlement son travail, absolument unique en son genre, sur ce qu'il a appelé l'antimonde: ces trous dans l'espace produits par l'activité humaine et qui tantôt contredisent les systèmes dominants, tantôt les aident à fonctionner (d'où des publications sur les zones dites franches, le Goulag, les «retranchements» ou le monde du diamant). Dans tous les cas, ROGER BRUNET montre l'importance de connaître les acteurs du territoire, leurs motivations, leurs moyens, leurs stratégies et leurs tactiques. Au centre de ses analyses figure le fait que dans leurs rapports au territoire, les sociétés humaines cherchent à résoudre certains problèmes universels tels que se nourrir, s'abriter, se reproduire et reproduire leur espace, échanger, se déplacer, dont les solutions se traduisent par la production de lieux et par une variété de formes et de différenciations spatiales. Ces dernières n'apparaissent pas n'importe où mais obéissent à certaines règles de distribution dérivant des pratiques humaines et obéissant à une logique sociale qu'il faut comprendre et qui s'exprime par un certain nombre de règles et de lois que l'auteur a largement contribué à dégager et à définir en explorant les combinaisons complexes. En d'autres termes, la base de toute analyse géographique repose sur un questionnement fondateur:

«Pourquoi ceci est-il ici plutôt qu'ailleurs, évoluant de cette manière plutôt qu'autrement, avec tel résultat plutôt que tel autre, du point de vue écologique, social, économique, politique?»

Ce questionnement est bien proche à vrai dire de celui qui animait, outre-Atlantique, l'œuvre de PETER GOULD. Il s'agit de comprendre l'extrême diversité des lieux, la différenciation des territoires de l'humanité à toutes les échelles, de réaliser que celles-ci n'expriment pas le désordre mais la composition locale, la résultante de lois et de formes qu'il est important de démêler, pour comprendre «d'où ça vient et où ça va». BRUNET y a consacré sa carrière et l'ensemble de ses efforts à travers son apport le plus remarquable et le plus remarqué sans doute, l'invention de la chorématique (pp. 163-262). Cette sorte d'«alphabet de l'espace» est élaboré à partir d'un ensemble de modèles graphiques nommés chorèmes, représentant une «structure élémentaire de l'espace» qu'il convient de déchiffrer dans ses combinaisons dynamiques pour rendre compte de la complexité de l'organisation des territoires.

BRUNET produit un modèle assez unique, que l'on reconnaîtra tout au long de l'ouvrage. Son travail géographique est ancré dans une démarche explici-

tement scientifique, en utilisant conjointement les différentes ressources, le logico-formel, l'empirico-formel, mais également l'herméneutique, jouant tour à tour sur leurs différents critères de vérité, fussent-ils d'un autre ordre que celui de la seule matérialité. Dans son analyse, mythes et représentations symboliques demeurent indispensables à qui veut expliquer «les plis et replis» des territoires et de la territorialité vécue par les sociétés et singulièrement de ce qu'il a baptisé leurs «retranchements». Cet athée rationaliste exprimera joliment son sentiment à ce propos dans la sixième partie, ouverte aux questions idéologiques et éthiques liées à l'«implication» des géographes et de leurs savoir-faire au sein de la société. En quelques lignes fortes, BRUNET énonce un superbe programme de travail pouvant déboucher sur une théorie critique de la société. Il conclut sous le titre «Géographie et dimensions du développement soutenable» qui constitue une traduction révisée d'un article critique originellement paru dans la revue *Pouvoirs Locaux* en 1997 (Paris, no. 34-III, p. 18-26), cité un peu partout mais sans avoir encore été pris à bras le corps par les propagandistes du développement durable.

Quelle belle invitation pourtant, faite aux géographes, à suivre dans l'immédiat ce véritable agenda, doublement scientifique et éthique, qui déconstruit, renouvelle et précise de manière particulièrement intéressante les propositions initiales du Rapport Brundtland dont il explore les «abyssales» ambiguïtés. L'auteur répond en effet au célèbre rapport paru en 1987 de manière pour le moins originale sous le titre significatif: «Le développement durable en haut de l'échelle» (i.e. l'échelle globale). Il montre l'échelle proprement «caricaturale» de l'extensions du mot d'ordre de développement durable à une prétendue «ville durable», s'efforçant de transposer à l'échelle urbaine des problématiques qui ne sont légitimes qu'à celle de la planète. Ville «viable» ou «vivable» lui paraissant plus opportun (p. 378), de quoi surprendre le lecteur en fin de lecture. Tel est pourtant l'homme et son incroyable pouvoir créatif inscrit dans une radicalité mais aussi dans une cohérence critique de tous les instants. Ancré dans une connaissance du monde et de ses logiques et sachant garder – comme dans son dictionnaire «Les mots de la géographie» – un étonnant sens de l'humour, BRUNET reste fidèle à quelques-unes de ses premières intuitions scientifiques. Son intérêt pour les différenciations régionales et ses outils, les jeux d'acteurs et, tout au long de six décennies de travail intense, pour la «théorie critique» en témoignent.

Théorie et critique sont pour l'auteur inséparables pour réussir une géographie scientifiquement pertinente et socialement utile, susceptible d'enrichir l'ensemble des sciences sociales, et pourquoi pas, *in fine*, contribuer à un développement réellement soutenable.

Voici une belle manière d'être heureux dans un travail réellement constructif dont la nouvelle génération des géographes – «the generation before us» comme l'écrivait en son temps PETER HAGGETT introduisant sa «Locational Analysis in Human Geography» – devrait lui être infiniment reconnaissante.

Jean-Bernard Racine, Université de Lausanne

BAVOUX, J.-J. (2009): *La géographie. Objet, méthodes, débats.* – 2^e édition, Armand Colin, Paris: 1-309. ISBN 978-2-200-24351-7; € 25.97.

L'ouvrage de JEAN-JACQUES BAVOUX constitue un manuel pour l'enseignement universitaire, à visée large, puisque c'est l'ensemble des parcours théorico-pratiques de la discipline, proposés dans toutes les directions et sur près d'un siècle, qui est passé en revue. L'auteur y propose une réflexion remarquablement mûrie et aboutie, s'appuyant parfois sur de profondes plongées dans un passé épistémique et théorique, singulièrement à propos de l'analyse spatiale dont il a été un spécialiste. «La géographie. Objet, méthodes, débats» est également un inventaire critique se voulant exhaustif de notre patrimoine commun, à travers la présentation des paradigmes et «des tendances actuelles» qui se sont succédées, toujours plus rapidement. Sept ans après la première parution, cette seconde édition mérite, même tardivement, d'être signalée aux lecteurs de *GEOGRAPHICA HELVETICA* dans la mesure où elle offre une revue relativement précise des différents courants de pensée qui ont agité la géographie depuis les années 1950. Ces courants, entre apports, écueils et dérives, sont remplacés par l'auteur dans «leurs contextes historiques, scientifiques, sociaux et idéologiques» (p. 9) et ceci «sans manipulation». A première vue une réelle réussite en effet que cette réflexion critique structurée en trois volets retenus dans le titre, l'objet (pp. 13-88), les méthodes (pp. 89-199), les débats (pp. 201-287), ce troisième volet étant assorti d'un fort chapitre (pp. 249-282) consacré à l'enseignement de la géographie.

La bibliographie qui accompagne l'ouvrage témoigne de lectures étonnamment riches et variées. On y retrouve pratiquement tous les géographes francophones. Parmi les quelques 400 titres «cités dans l'ouvrage», ne figurent que de rares références anglo-saxonnes incontournables comme PETER HAGGETT, DAVID HARVEY ou WALTER ISARD. Les grands géographes anglo-américains, comme WILLIAM BUNGE ou BRIAN BERRY ainsi que les géographes scandinaves, germaniques, espagnols ou italiens ne sont pas oubliés pour autant, loin de là, mais systématiquement proposés et cités au fil d'une succession d'encadrés venant

compléter, en plus petits caractères, le texte principal, ou réunis après chacun des chapitres, dans une section permettant d'approfondir les contenus. Ces travaux sont accompagnés d'un «florilège» de citations toujours significatives et bienvenues, témoignant d'une lecture particulièrement attentive des œuvres qui ont pu marquer le développement international de la discipline. De fait, cet apport bibliographique, sous ses deux composantes, permet de répertorier réellement l'ensemble des débats et apports qui ont agité et fait progresser la géographie, en prenant soin de l'insérer définitivement dans le champ des «sciences humaines». L'ouvrage se positionne alors en aval de la «crise» et d'une «trentaine d'années de doutes et de polémiques liées à la mise en place de la «nouvelle géographie»» (p. 283), une fois dépassée «l'insupportable et absurde hésitation entre science naturelle et science socio-spatiale» (p. 284).

Sur le plan de sa composition, cet ouvrage relève presque de la muséographie comme technique de mise en valeur des collections (ici du discours géographique). On appréciera pourtant que l'ensemble de la présentation soit nourrie et encadrée par quelques solides références philosophiques et épistémologiques (KANT, HUME, HEGEL, HEIDEGGER, DAGOGNET, VIRILIO) dont l'évocation et les citations font souvent fort pertinemment écho aux remarques de l'auteur. Dans cette deuxième édition, la mobilisation de quelques textes géographiques plus récents viennent en outre prolonger les propos de la version 2002, comme le font les très nombreux encadrés d'orientation bibliographique, sans que ces ouvrages conduisent l'auteur à reprendre le texte initial, essentiellement prolongé par les sections intitulées «Pour approfondir» et de nouvelles conclusions aux trois parties. Quelques historiens et rares sociologues sont également appelés dans les discussions.

Celles-ci couvrent tous les champs possibles, mis en perspective réciproque comme autant d'entrées dans le grand bal des idées-forces et des référents épistémiques qui ont encadré le développement de la discipline depuis les années 1950. L'ouvrage parcourt les années de crise, allant de l'apport de la nouvelle géographie à la systémique, jusqu'à une possible «géosophie» (p. 219). En cela, il reconnaît la «face cachée, affective, de la géographie», voire la possibilité, illustrée par exemple par le géographe lausannois Bernard Demont, d'un «regard géographique sur la fiction narrative», susceptible «de faire apparaître les principales modalités de l'usage structural et rhétorique de la représentation spatiale» (p. 195).

On regrettera cependant que cet ouvrage de grand lecteur tous azimuts n'apporte aucune illustration et encore moins de démonstration réelle de l'apport res-

pectif des différents courants ayant animé la discipline. Il invite simplement à aller y voir de plus près, comme s'il présentait le menu d'un repas possible. Cette orientation est étonnante pour un auteur qui a commencé sa carrière par un ouvrage intitulé «Introduction à l'analyse spatiale» en 1988, lequel était entièrement construit sur des démonstrations concrètes. Cette fois, seuls le discours et la rhétorique dominent: pas une image, pas une carte, pas une formulation formelle. L'ouvrage propose en revanche une bonne présentation, quoique succincte, de l'argumentaire propre à chacun des courants, un remarquable effort de définition des notions et des concepts que les géographes ont pris l'habitude de mobiliser, mais sans que l'auteur ne les montrent à l'œuvre dans une analyse quelconque. Ces atouts et handicaps sont parfois énoncés avec bonheur: «le géographe découpe, le géographe recoud, le géographe construit» (p. 190), ce qui conduit l'auteur à joliment énoncer que «la géographie, ça sert d'abord à donner du bonheur» (p. 215) et à envisager, à propos des rapports entre géographie et pouvoir (pp. 228-247) le passage d'une «géographie utile à une géographie utilisée» (p. 232). L'auteur semble avoir tout lu, mais en consommateur d'idées déjà énoncées et mises en perspective plutôt que comme contributeur réel à un courant quelconque. Il utilise parfois des raccourcis qui étonnent, à propos de la géographie marxiste ou radicale par exemple, ou plus gravement lorsqu'il s'agit de décrire les rapports de la géographie à la science économique ou à la sociologie ou encore ses liens avec l'ensemble des autres sciences humaines et sociales. A vouloir tout couvrir, évoquer tous les courants qui se sont succédés, entrecroisés, opposés, on couvre trop superficiellement. Pratiquement chacune de ces pages pourrait être discutée par les spécialistes évoqués qui ne s'y retrouveront qu'à moitié, et parfois pas du tout.

Bien des auteurs reconnaîtront qu'ils n'ont pas été oubliés dans l'incroyable somme de lectures de l'auteur. On notera toutefois l'absence quasi totale de références aux chercheurs de l'école P.A.R.I.S. (Géographie-cités) tels que DENISE PUMAIN, LENA SANDERS ou THÉRÈSE SAINT-JULIEN, qui ne sont cités qu'au détour d'une phrase ou dans une section intitulée «Pour approfondir l'analyse spatiale» (p.167). Le lecteur aurait souhaité mieux connaître leur apport spécifique, sur la thématique de la complexité en particulier. Plus étonnant encore, à propos des rapports entre géographes et économistes, aucun renvoi n'est fait à l'œuvre clé d'un JEAN-MARIE HURIOT, pourtant son collègue à l'Université de Bourgogne.

Bien que toutes les entrées discursives possibles, comme leurs prolongements philosophiques, soient là, on regrettera qu'aucune ne soit traitée suffisamment pour que le chercheur puisse s'appuyer et commencer à construire son travail sur ce type de discours qui

reste systématiquement au niveau «méta». Comme tel cependant, il aura néanmoins parcouru le riche menu de nos devenirs en cours, de manière toujours positive d'ailleurs, comme à propos de l'évaluation des apports et des faiblesses de la chorématique de ROGER BRUNET par exemple (pp. 128-132). Ceci conduit évidemment l'auteur à conclure en faveur d'une «géographie plurielle» (p. 283), reprenant la proposition déjà énoncée en fin de seconde partie consacrée aux méthodes:

«Plutôt que de pratiquer le rejet réciproque [les géographes] devraient s'efforcer de concilier les exigences de rigueur de l'analyse spatiale avec les éclairages subtils et novateurs des géographies «réhumanisées»» (p. 198).

Selon l'auteur, cette approche peut être appliquée en reconnaissant son champ d'étude comme «socio-spatial» et en prenant en compte «l'ensemble des interactions qui relient espace et société». Le géographe doit avoir «observé minutieusement son outillage, son armature théorique, son corpus conceptuel, ses discours et ses résultats» et «tout à la fois pris acte de sa diversité méthodologique et confirmé son statut scientifique» (p. 283). L'auteur précise que son utilité est «multiforme», donnant

«aux hommes la connaissance de l'espace dans lequel ils se situent et les clés pour déchiffrer ses fonctionnements; elle leur permet d'y comprendre et améliorer leurs comportements, individuels et collectifs, elle contribue à sa maîtrise et à son aménagement» (p. 283).

Il s'agit ici plus d'un parti pris, d'un plaidoyer *pro domo* que d'une quelconque démonstration. Ni logique, ni empirique. Il lui reste cependant,

«maintenant métamorphosée et revivifiée depuis quelques décennies par de profonds bouleversements, à digérer définitivement l'émergence de la nouvelle géographie, éviter une nouvelle cassure entre les courants rationalistes et humanistes, harmoniser la coexistence de la recherche, de l'enseignement et de la vulgarisation» (p. 283).

Dont acte.

Jean-Bernard Racine, Université de Lausanne

VERDIER, P. (2009): Le projet urbain participatif. Apprendre à faire la ville avec ses habitants. – Adels, Paris, Yves Michel, Gap: 1-264. ISBN 978-2-913492-69-1; ill.; € 24.50.

En complément du numéro 04/2009 de GEOGRAPHICA HELVETICA intitulé «Projets urbains, développement durable et démocratie participative», l'ouvrage de PHI-

LIPPE VERDIER mérite d'être signalé du fait de l'originalité de sa réflexion et de l'apport de ses savoir-faire professionnels. Urbaniste et sociologue, l'auteur a travaillé sur de nombreux projets urbains, souvent dans des quartiers difficiles. Il témoigne de son expérience des conditions de production de la ville. A ce titre, il montre comment il est possible et utile de mobiliser les populations habitantes dans la construction de la ville, composante d'un nécessaire développement durable considéré comme approche globale et transversale de l'urbanisme. L'auteur part du postulat voulant qu'

«il y a chez un grand nombre de décideurs, d'élus, de concepteurs, de professionnels du social [...] et d'habitants, un intérêt pour partager des savoirs en vue de mieux fabriquer du projet urbain réellement <spatial-social>» (p. 11).

Il remarque cependant à cet égard que la multiplication des initiatives de participation qui y correspondent comporte un côté rassurant et un autre côté inquiétant. En remarquable pédagogue, PHILIPPE VERDIER développe alors son propos en mobilisant l'appétit croissant du lecteur à travers six chapitres de trente à quarante pages, exceptionnellement bien illustrés, l'illustration dessinée et schématique étant à la base de l'enseignement à faire passer.

Le point de départ est donné par un chapitre intitulé «Etre au monde, dans l'espace». Une série de dessins à la Corbu sert à faire comprendre notre place et notre rapport à l'espace qui nous entoure, à l'altérité environnementale et sociale, telle que nous pouvons la percevoir (pp. 15-34). Viennent ensuite, toujours sous forme de dessins légendés, absolument remarquables de finesse et de précision, une présentation du «Comment les villages et les villes se sont constitués» (pp. 36-64). C'est l'occasion de présenter les logiques qui ont conduit les villes – «notre meilleur outil pour vivre ensemble» (p. 58) à éclater et à se disperser,

«posant la question de savoir si elles sont tout simplement en train de disparaître [...] au profit de nappes d'urbanisation fonctionnelles et anarchiques tout à la fois» (pp. 62-63).

L'enseignement se poursuit dès lors avec des textes plus complexes, où l'écrit prend le dessus sur les dessins, par la présentation de «la démarche sociologique en rapport avec la production de la ville» (pp. 65-96), montrant comment les sociologues s'y prennent pour faire émerger les attentes en profondeur. C'est ici l'occasion pour l'auteur de débattre des différents modes d'approche participative, de présenter les modèles d'observation participante mais aussi les théories du développement communautaire. VERDIER s'appuie sur l'examen critique d'ateliers publics réalisés au cours des années 1970 pour montrer le désenchantement qui s'en est suivi et la nouvelle manière de s'impliquer

dans la politique de la ville d'aujourd'hui à l'heure de l'émergence de la société de «l'entre-soi» (p. 94) et de la révolte des banlieues qui impose l'invention de nouvelles formes de participation. C'est toute la question des formes d'implication des habitants à l'échelle des stratégies urbaines des agglomérations,

«échelle à laquelle se jouent, bien évidemment, les mécanismes susceptibles d'enclencher aussi bien les nouvelles formes de ségrégation que les nouvelles formes de mixité sociale» (p. 95).

Le quatrième chapitre, intitulé «Démarche de conception et vision des habitants à travers l'histoire» (pp. 97-150), ouvre un deuxième volet à l'ouvrage, en introduisant plus directement au travail de la construction urbaine tel qu'il a évolué dans le temps. Il aborde alors les débats successivement engendrés, de l'imaginaire bâtisseur du concepteur et maître d'ouvrage au service du pouvoir, des villes de l'Antiquité à l'orée du XXI^e siècle, à l'heure de «l'injonction au développement durable». Il s'agit là d'une remarquable revue de l'histoire mondiale de l'urbanisme, des utopies qui l'ont traversé et des rapports que l'urbanisme a entretenus avec les habitants, fussent-ils une abstraction même pour qui mettait l'Homme au centre des réflexions. Le lecteur est alors «formé» pour entreprendre la lecture du cinquième chapitre intitulé «Faire du projet urbain spatial/social en impliquant les habitants» (pp. 153-248).

Partant d'une rapide présentation des «erreurs ou fausses pistes classiques», comme l'accumulation des «objets célibataires», le «mythe de l'agora» ou encore «l'absence d'analyse des conflits et des intérêts en présence», l'auteur définit la notion actuelle de projet urbain articulant réellement le social au spatial. Il élaboré ensuite sa proposition d'un projet urbain «évolutif et portant sur un temps long», «intégrant plusieurs échelles», «absorbant et traduisant les aspirations des habitants» dans une «démarche collective et itérative» qui «associe social et spatial à chaque étape» (pp. 175-178). Ce projet repose sur un équilibre fragile entre découverte et diagnostic, réflexion programmatique et esquisse exploratoires, images-exemples et concertation, plan-guide, communication et négociation, premières réalisations et «retour sur projet» (p. 179). De quoi former un véritable manuel à la disposition des différents acteurs concernés. L'ouvrage se termine par l'inventaire (pp. 251-254) de quelques questions à débattre, cette fois entre professionnels et en regard des textes législatifs, dont celle de la formation de bons professionnels de la «gouvernance participative» (p. 251). Nous ne doutons pas que cet ouvrage y contribuera, comme aussi la lecture, après chacun des chapitres, des excellents repères bibliographiques choisis et proposés par l'auteur.

Jean-Bernard Racine, Université de Lausanne

SEGER, M. (2010): Kärnten. Landschaftsräume – Lebensräume. Eine geographische Landeskunde. – Klagenfurt, Verlag des Geschichtsvereins und des Naturwissenschaftlichen Vereins für Kärnten: 1-492. ISBN 978-3-85328-054-6; zahlreiche farbige Fotos, Karten und Abb.; € 39.–.

Dieser Band erweckt grosse Erwartungen: Einerseits handelt es sich um einen schwergewichtigen (2,5 kg), grossformatigen (27 x 29,5 cm) und voluminösen (492 Seiten) Band mit unzähligen Karten und Fotos, andererseits kann der Autor als emeritierter Professor für Geographie in Klagenfurt auf 35 Jahre Forschung in und über Kärnten zurückblicken. Und wenn man dann noch feststellt, dass hier eine Landeskunde jenseits der üblichen Konzeption vorliegt, dann steigert auch dies noch die Vorfreude auf dieses Buch.

Das Ziel dieser Landeskunde ist es, «Kärnten als lebenswerte Region sowohl verstehbar zu machen als auch zu stärken» (S. 26). Dieses Ziel wird auf eine doppelte Weise umgesetzt, denn dieses Buch ist «auch als eine Art von Heimatbuch zu sehen», in dem «der gesellschaftsanalytische und der lebensweltliche Aspekt dominieren» (S. 16). Daraus erwächst folgende Gliederung:

Kapitel 1-3 sind eher wissenschaftlich-analytisch orientiert: Kapitel 1 widmet sich zuerst der Landesnatur und dem Lebensraum (administrative Gliederung, Bevölkerungsverteilung, Raumpotential, Regionalentwicklung), danach den historischen Aspekten (historische Entwicklung und Landesaufnahmen, historisches Erbe, Kärnten 1910, Zeitgeschichte, Umweltgeschichte), ferner dem naturwissenschaftlichen Bild Kärntens (Geologie, Geomorphologie, Klima, Boden, Vegetation, Zoologie, Schutzgebiete) und schliesst mit einem «Regionalatlas: Landnutzung und Landbedeckung» (1: 125.000 flächen-deckend!). Kapitel 2 stellt «Raum und Gesellschaft» anhand von gut 100 thematischen Gemeindekarten (!) nach ausgewählten statistischen Merkmalen dar (1. Bevölkerung, 2. Arbeitswelt, 3. Landwirtschaft/Agrarraum). Das kurze Kapitel 3 positioniert dann Kärnten innerhalb der sogenannten Alpen-Adria-Region.

Mit Kapitel 4 rückt dann der «lebensweltliche Aspekt» ins Zentrum, und hier werden die Städte Klagenfurt und Villach und die acht Bezirke einzeln vorgestellt: Jeder Abschnitt beginnt mit einem längeren Fototeil (je 5-10 Doppelseiten, etwa 4-5 Fotos pro Seite, alle Fotos von M. SEGER), dann folgen Kurzportraits aller Kärntner Gemeinden mit einer Liste der Ortschaften, einer topographisch-geographischen Beschreibung, Angaben über die frühe Entwicklung und über kunsthistorische Schätze (mit einer Liste der wichtigsten Gebäude), über Schutzgebiete und «Freizeitanregungen». Kapitel 5 enthält die Liste des topographischen Namensgutes von Kärnten (nach ÖK50) mit folgendem Ziel:

«Mit Ortbegriffen (und mit Berg-, Tal- und Landschaftsnamen) verbindet man (...) soziale Erfahrungen, kulturelle Integration und ortgebundene Zugehörigkeit» (S. 16).

Dieses Buch beeindruckt durch seine schier unglaubliche Materialfülle, die alle relevanten Aspekte Kärntens abdeckt und die neben dem Text mittels thematischer Karten, Satellitenbildinterpretationen und Fotos präsentiert wird. Dadurch entsteht ein sehr differenziertes und zugleich farbiges und anschauliches Bild des modernen Kärntens, das in keiner geographischen Bibliothek fehlen darf und das zugleich einen sehr günstigen Preis aufweist.

Was die Konzeption betrifft, so liegt die grosse Stärke dieses Buches in seinem idiographischen Ansatz, der jedoch zugleich eine gewisse Limitierung mit sich bringt: Der «wissenschaftliche» und der «lebensweltliche» Teil fallen doch etwas auseinander; weiterhin wird nirgendwo systematisch entwickelt, welche Kräfte von außerhalb auf Kärnten einwirken und welchen Strukturwandel sie hier auslösen (global – lokal) bzw. worin sich der Kärntner «Entwicklungsfpad» von dem der anderen österreichischen Bundesländer bzw. dem der benachbarten Regionen unterscheidet. Und schliesslich erwartet man als Ausländer auch Aussagen zu den Aspekten der räumlichen Entwicklung, die von JÖRG HAIDER gezielt forciert wurden – aber diese gibt es nicht, lediglich einige wenige Bilder von GTI- oder Harley-Davidson-Treffen u.ä. mit sehr zurückhaltenden Bildlegenden. Auch wenn der Blick auf Kärnten von unten und von innen her so faszinierend ausfällt, so greift er doch als alleiniger Blick auf Kärnten wegen seiner inselhaften Perspektive in unserer postmodernen Welt vielleicht etwas zu kurz.

Darüber hinaus fragt man sich, ob man «räumliche Identität» und «Heimat» als «Wohlfühlort» verstehen kann (S. 16), also als einen durch und durch positiven Ort. Der Rezensent würde hier den Akzent etwas anders setzen und ihn lieber als «Verantwortungsraum» definieren, was Konflikte mit einschliesst. Vielleicht liegt hier der Grund dafür, dass MARTIN SEGER im gesamten Buch räumliche Konflikte eher zurückhaltend anspricht und Kärnten als «lebenswerte Region» in den Mittelpunkt stellt.

Diese Anmerkungen sollen jedoch den Wert dieses gewaltigen Werkes keineswegs schmälern, dessen unglaubliche Materialfülle mit dem eingefühlten Blick von innen her allen Lesern für lange Zeit sehr viel Freude bereiten dürfte.

Werner Bätzing, Institut für Geographie
Universität Erlangen-Nürnberg

Voss, M. (Hrsg.) (2010): Der Klimawandel. Sozialwissenschaftliche Perspektiven. – Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften/GWV Fachverlage GmbH: 1-400. ISBN 978-3-531-15925-6; 16 Abb., davon 3 in Farbe, 9 Tab.; € 49.95.

In der Geographie bedeutet es keine Neuigkeit, wenn naturwissenschaftliche Sachverhalte in den von ERNST NEEF postulierten Zusammenhang Natur-Gesellschaft-Technik gestellt und dort betrachtet werden. Das Erstaunliche jedoch ist, dass erst mit dem Aufgreifen dieser Thematik durch andere Fachbereiche dieser real existierende Zusammenhang in der Geographie angekommen zu sein schien, obwohl mindestens seit der Konferenz von Rio de Janeiro 1992 die Politik darauf hingewiesen worden war. Es ist sicherlich die in allen Fachwissenschaften fortschreitende Spezialisierung, die den Blick für Zusammenhänge trübt. Davon ist auch die Geographie nicht ausgenommen: Sie versäumte und versäumt es auch heute noch, den integrativen Ansätzen nachzuleben.

Es soll keine billige Kritik an dem hier rezensierten Band sein, wenn zu konstatieren ist, dass beispielsweise Namen von Geographen oder gar «geographischen» Klimawissenschaftlern in den Texten und Literaturverzeichnissen der 26 Beiträge praktisch nicht auftauchen (von HERMANN FLOHN einmal abgesehen). Dies stellt lediglich einen Hinweis darauf dar, dass auch in Sozialwissenschaften verstärkt fächerübergreifend zu arbeiten wäre. Dass es auch anders geht, belegen die Titel «Naturrisiken und Sozialkatastrophen» (C. FELGENTREFF & T. GLADE (Hrsg.) (2008), Heidelberg, Spektrum, Akademischer Verlag) oder «Geographische Risikoforschung. Zur Konstruktion verräumlichter Risiken und Sicherheiten» (H. EGNER & A. POTT (Hrsg.) (2010), Stuttgart, Franz Steiner Verlag). – Gerade weil verschiedene Beiträge des von M. Voss herausgegebenen Bandes Aspekte anschneiden, die sich auch zwischen Sozialgeographie, Klimatologie und diversen Geowissenschaften anordnen lassen, spricht Vieles für eine umfassendere Sichtweise. Dazu sei hier auf den Beitrag von S. LORENZ verwiesen (im Band S. 61-73), der die Kommunikation in der Klimadebatte kritisch ausleuchtet und die Defizite antippt.

Der Band enthält überwiegend hochkarätige, zugleich weitestgehend gut verständliche Artikel zu den sozialwissenschaftlichen Aspekten des Klimawandels. Sehr instruktiv ist der umfassende, auch wissenschaftshistorisch ausgerichtete Einleitungsaufsatz des Herausgebers M. Voss. Er stellt die übrigen Beiträge des Buches vergleichend und gewichtet in einen Sachzusammenhang (S. 26 ff.). Voss verweist zudem auf den «Auftrag» an die Autorinnen und Autoren, den Klimawandel aus der jeweiligen Fachperspektive zu behandeln (S. 37). Voss stimmt mit dem Autorenteam darin überein, dass

es – bei aller Verschiedenheit der in den Aufsätzen geäußerten Meinungen – «keine kurzen und einfachen Antworten auf den Klimawandel» (S. 37) gibt.

Die Vielfalt der Beiträge lässt sich an dieser Stelle noch nicht einmal skizzieren. Die Aufsätze werden folgenden thematischen Kapiteln zugeordnet: «Klimadiskurs» (drei Beiträge, S. 47-97), «Klimawandel-Governance» (fünf Beiträge, S. 98-186), «Klimagerechtigkeit» (drei Beiträge, S. 187-244), «Wahrnehmung des Klimawandels» (fünf Beiträge, S. 245-323), «Anpassung an den Klimawandel» (vier Beiträge, S. 325-393).

Das in Öffentlichkeit und Kommunikation etwas überstrapazierte Wort «spannend» sei gleichwohl auch hier eingesetzt: Die meisten Beiträge sind spannend zu lesen: einmal für den eher naturwissenschaftlich Ausgebildeten, dem sich neue Horizonte seiner Gegenstände eröffnen – durch ethische, ökonomische, philosophische, soziale oder politische Aspekte. Umgekehrt gilt das für den eher sozialwissenschaftlich Forschenden (z.B. in der Sozialgeographie). Einem in den etwas ausgetretenen Pfaden sozialgeographischer Theorie Wandelnden werden jene Perspektiven aufgezeigt, die er gerade innerhalb der zugleich naturwissenschaftlich agierenden Geographie verfolgen könnte. So gesehen ergeben sich für die Angehörigen des Faches Geographie Anregungen dafür, einmal mehr dem viel zitierten, aber zunehmend aus dem Auge geratenen integrativen Ansatz – fächerübergreifend (auch im Sinne von interdisziplinär) – wieder neues Leben einzuhauchen.

Vor diesem Hintergrund gesehen ist das Buch eine Notwendigkeit: Es richtet sich an viele Fachwissenschaften, agiert ja auch aus einzelnen heraus. Den meisten Autoren kann bescheinigt werden, dass sie sich bemühen, über Fachgrenzen hinwegzuschauen. Im Grunde ist der Band ein Plädoyer für eine Intensivierung fächerübergreifender Zusammenarbeit. Daher ist dem Herausgeber dafür zu danken, ein so interessantes und inhaltsreiches Buch konzipiert und zusammengestellt zu haben. Dem Band ist eine möglichst grosse Verbreitung zu wünschen – nicht nur bei den Klimaforschern (welcher Couleur auch immer), sondern sowohl in einer breiteren Öffentlichkeit als auch natürlich in der Politik.

Hartmut Leser, Basel

STRAHLER, A.H. & A.N. STRAHLER (2009): Physische Geographie. – = UTB 8159, 4., vollständig überarbeitete Auflage. Aus dem Englischen übersetzt und bearbeitet von E. Eberhard, P. Kühn, D. Pietsch und T. Scholten, unter Einbeziehung der 3. korrigierten Auflage, übersetzt und bearbeitet von F. Ahnert, Stuttgart

gart, Verlag Eugen Ulmer: 1-688. ISBN 3-8252-8159-5 (UTB), ISBN 3-8001-2908-9 (Ulmer); 786 farbige Abb. und Tab.; CHF 113.–, € 69.–.

Das Buch erschien erstmals als «Modern Physical Geography» 1978 in Santa Barbara und erlebte mehrere Auflagen, ohne dass sich der Inhalt grundsätzlich änderte. Die dritte deutschsprachige Auflage des hier zu besprechenden Bandes erschien 1999. Sie war in Inhalt und Form, trotz Überarbeitung, immer noch sehr an die amerikanische Ausgabe angelehnt. Ohne Verfassern und Bearbeitern nahe treten zu wollen: Die älteren Auflagen waren, dem damaligen Standard der Physischen Geographie entsprechend, ziemlich klima- und relieflastig – etwas, was man nun von dem hochdiversen Inhalt der vierten Auflage gar nicht sagen kann.

Also: Von all dem unterscheidet sich die Neubearbeitung fundamental. Der Rezensent wagt zu sagen: Das ist ein neues Buch, das noch mehr an Qualität zeigt als die dritte (deutschsprachige) Auflage. Beide Auflagen unterscheiden sich durch den Umfang (680 gegenüber 688 Seiten), das jetzt grössere Format (Quartformat, das für Umfang, Layout und Gestaltung neue Möglichkeiten eröffnete), den flexiblen und zugleich stabilen Einband (mit dem charakteristischen UTB-Grosse Reihe-Kleid) und – dies vor allem – durch die zahlreichen farbigen Abbildungen und Graphiken (786 sind es!). Hinzuweisen, darauf ist noch einzugehen, wäre auf die inhaltlichen Umstrukturierungen und die didaktische Aufarbeitung der Kapitel. Insofern erweist sich die vierte Auflage als ein wirkliches Novum.

Auch wenn die Hauptkapitelüberschriften der dritten und vierten Auflage sich auf den ersten Blick zu gleichen scheinen, bestehen doch Unterschiede: Es gibt komplett neue Kapitel, es wurde teilweise eine Umgruppierung dieser vorgenommen und die Inhalte sind verändert. Einmal wurden sie natürlich aktualisiert, dem «state of the art» entsprechend, zum anderen aber in eine neue, flüssige Sprache gefasst, die – ohne zu banalisieren – zu einer fast persönlichen Ansprache der Lesenden gelangt.

Um bei diesen Äusserlichkeiten zu bleiben, die zugleich eine didaktische Funktion haben, sei als Beispiel das Kapitel 8 «Biogeographische Prozesse» dargestellt: Es beginnt mit einem Grossbild (zu dem eine Frage formuliert wird, deren Antwort am Ende des Kapitels steht) und einem Verzeichnis der Unterkapitel (inkl. Nennungen der «Blickpunkte» und der «Fokusse») sowie einem kurzen Reisebericht unter Bezug auf CHARLES DARWIN. Anschliessend werden die Unterkapitel behandelt – illustriert durch Karten, Tabellen, Fotos, Blockbilder und unterbrochen durch in den Lesetext eingeschaltete kleine «Kästchen» mit Merksätzen. Alle Abbildungen weisen engen Textbezug auf. Der Inhalt der

Kapitel wird fachübergreifend dargestellt, hier mit Bezügen z.B. zu Klima, Boden, Relief. Ein «Fokus Fernerkundung» (8.2) geht auf «Fernerkundung von Wald- und Buschbränden» ein. Ein «Blickpunkt Umwelt» (8.3) behandelt «Das grosse Feuer im Yellowstone-Nationalpark». Das Kapitel endet mit «Ein Blick nach vorn» (d.h. wie es im Buch weitergeht), der Zusammenfassung «Biogeographische Prozesse» (S. 337-339), «Wiederholungsfragen» (S. 339-340), Aufgaben zu den Blickpunkten, Visualisierungsübungen, Aufsatthemen und dem Blickpunkt Landschaft, der den Kapiteleinsteig wieder aufnimmt (S. 340-341). Auf S. 342-347 folgt die Rubrik «Näher hingesehen» mit dem «Blickpunkt Global Change (8.4): Monitoring der globalen Produktivität aus dem Weltraum» – eine überwiegend globale Betrachtung mit Satellitenbildkarten der Erde. Dies stellt eine ausgezeichnete Überleitung zum nachfolgenden Hauptkapitel 9 «Die Vegetationszonen der Erde» dar. Wie hier am Beispiel von Kapitel 8 geschehen, lassen sich auch alle anderen Kapitel darstellen.

Das Buch beginnt mit einem «Prolog: Einführung in die Physische Geographie», dann folgen Kapitel 1 «Die Erde als rotierender Planet», Kapitel 2 «Die globale Energiebilanz der Erde», Kapitel 3 «Lufttemperatur», Kapitel 4 «Luftfeuchtigkeit und Niederschlag», Kapitel 5 «Winde und globale Zirkulation», Kapitel 6 «Luftmassen und Wettersysteme», Kapitel 7 «Globale Klimasysteme», Kapitel 8 «Biogeographische Prozesse», Kapitel 9 «Die Vegetationszonen der Erde», Kapitel 10 «Böden der Welt», Kapitel 11 «Gesteine und Minerale», Kapitel 12 «Lithosphäre und Plattentektonik», Kapitel 13 «Vulkanisch und tektonisch bedingte Oberflächenformen», Kapitel 14 «Verwitterung, Massenbewegungen und periglaziale Prozesse», Kapitel 15 «Das Süßwasser der Kontinente», Kapitel 16 «Fluviale Geomorphodynamik», Kapitel 17 «Oberflächenformen und Gesteinsstruktur», Kapitel 18 «Küsten», Kapitel 19 «Eiszeiten und glaziale Landschaften». – Die Kapitel sind, je nach Bedeutung, unterschiedlich lang, jedoch von sachlich vertretbaren Umfängen, bei sehr vielen Querbezügen und Verweisen untereinander, so dass die holistische und systemische Betrachtungsweise der Physischen Geographie spürbar wird.

Lehrbücher sind Lernbücher und sie sollen, auch im Zeitalter von Wikipedia, die Studierenden zum Weiterarbeiten anregen. Dazu dienen Literaturangaben. Das Literaturverzeichnis ist nun das einzige, aber wirklich markante Manko am Buch – nicht nur wegen seiner extremen Kürze, die dadurch vertretbar erscheint, dass meist renommierte Lehrbücher aus dem englischen Sprachraum zitiert werden (je Kapitel zwischen drei und 16 Titel). Auch wenige Einzelaufsätze (warum?) «rutschten» hinein. S. 674 bringt «Ergänzende Literatur», also jene aus dem deutschen Sprachraum, die man sich sorgfältiger zusammengestellt hätte vorstellen

len können. Da werden Lehrbücher in der ersten Auflage zitiert, von denen inzwischen vierte oder neunte Auflagen erschienen sind. Hier wäre bei einer Neuauflage dringend Abhilfe nötig. Die übrigen Inhalte des Buches stellen Konstanten dar und bedürfen so schnell nicht einer Überarbeitung. Literaturangaben sind aber zu wichtig, als dass so leichthändig damit umgegangen werden darf wie hier geschehen.

Dies schmälert jedoch weder Inhalt noch Form noch Aufmachung des Buches, das der Rezensent nicht nur als Lehr- und Lernbuch, sondern auch als Nachschlagewerk schätzt, zumal es fach- und sachverhaltsübergreifende Perspektiven eröffnet. Den Verfassern und den Bearbeitern sowie dem Verlag ist zu einem äusserst gelungenem, auch «schönem» Lehrbuch zu gratulieren, dem eine möglichst weite und dauerhafte Verbreitung zu wünschen ist.

Hartmut Leser, Basel

BORSDORF, A. & O. BENDER (2010): Allgemeine Siedlungsgeographie. – Wien, Köln, Weimar, Böhlau Verlag: 1-457. ISBN 978-3-8252-3396-9 (UTB 3396); zahlreiche Graphiken und Tab.; € 29.90.

Da es kein aktuelles Lehrbuch der Siedlungsgeographie gibt, möchten die Autoren – einen Anstoß des Verlages aufgreifend – diese Lücke füllen. Sie wenden sich damit an Bachelor- (1. Teil des Buches, als «Textbook» gestaltet) und Master-Studierende (2. Teil des Buches mit «Ergebnissen der Forschungsfront», S. 20). Im Unterschied zum gegenwärtigen Stand der Forschung werden hier Stadt und Land gemeinsam thematisiert, weil die Grenzen zwischen ihnen immer mehr verschwimmen («Stadt-Land-Kontinuum») und sich neue Strukturen («Zwischenstadt», «rurbaner Archipel») ausbilden (S. 19). Ziel des Buches ist es, ein «Verständnis der gegenwärtigen Siedlungslandschaft» zu vermitteln (S. 20) und auf dieser Grundlage an Problemlösungen mitzuwirken (S. 30 und 387).

Für die Siedlungsgeographie als Teildisziplin der Anthropogeographie ist dieses Lehrbuch integrativ konzipiert und stellt die Inhalte mit Anspruch auf weltweite Gültigkeit dar (S. 30): Nach einer problemorientierten Einführung wird Siedlungsgeographie als integrative Disziplin dargestellt (Kapitel 2), dann folgen Siedlungsraum (3), Siedlungselemente (4), Siedlungsgenese (5), aktuelle Prozesse im Siedlungsraum (6), Siedlungsfunktionen (7), Zentralitätsforschung (8), Angewandte Siedlungsgeographie (9), die Stadt in unterschiedlichen Kulturräumen (10), ausgewählte Forschungsfelder (11) und ein kurzer problemorientierter Ausblick (12). Damit deckt dieses Lehrbuch die gesamte Breite der traditionellen Siedlungsgeographie

ab (Grenzen der Ökumene, Haus-/Orts-/Flurformen, Genese, Funktionen, Hierarchien, Siedlungsstilregionen) und erweitert sie durch aktuelle Entwicklungen.

Grundsätzlich ist festzustellen, dass die thematische Breite und geschichtliche Tiefe der Siedlungsgeographie sehr eindrücklich und kompetent dargestellt wird und dass beide Autoren auf der Grundlage eigener empirischer Arbeiten und umfangreicher Literaturoauswertung (über 700 Titel) ihre zentrale These von der Notwendigkeit der gemeinsamen Betrachtung von Stadt und Land überzeugend belegen können.

Dagegen irritiert, dass der Gegenstand der Siedlungsgeographie unter Verweis auf die «klassische Geofaktorenlehre der Anthropogeographie» als selbstverständlich angesehen wird (S. 30): «Nicht Stadtgeographie oder Geographie der ländlichen Siedlungen, sondern Siedlungsgeographie» (S. 29). Dabei umfasst heute die Stadtgeographie mehr als nur «städtische Siedlungen» und die Geographie des ländlichen Raumes mehr als nur «ländliche Siedlungen» (= Haus-/Orts-/Flurformen als Basis), nämlich die Analyse der Interaktionen von Wirtschaft-Gesellschaft-Umwelt sowie ihre politische Gestaltung. Indem die Autoren formulieren «Ein Lehrbuch zur Siedlungsgeographie ist somit auch ein Lehrbuch zur Kulturlandschaftsforschung» (S. 20) sehen sie diese Schwierigkeit, ohne sie jedoch explizit zu thematisieren.

Als Lehrbuch für Bachelor-/Masterstudierende lebt dieses Buch von der engen Verflechtung zwischen Analyse und Problemorientierung. Allerdings orientieren sich die Autoren am Wissenschaftsverständnis von KANT (Aufbau einer exakten Terminologie, Typisierung, Klassifizierung als zentrale Aufgaben), bei dem die Erarbeitung von Richtigkeiten («Fakten»: was, wo, wie, wann, warum) im Zentrum steht und von dem aus kein direkter Weg zur Problemorientierung führt: Wenn die Autoren ihre Abschlussthese vom «Siedlungsraum ohne Eigenschaften» (S. 387) wirklich hätten begründen wollen, hätten sie dieses Buch anders konzipieren müssen. So jedoch fallen Analyse und Problemorientierung erheblich auseinander, was sie auch selbst feststellen (S. 384, erster Absatz).

Gegenstand einer Allgemeinen Siedlungsgeographie sind «weltweite Regelhaftigkeiten» (S. 34). Trotz des grossen Umfangs dieses Buches werden viele Aspekte nur kurz angerissen, oft sogar nur aufgezählt, und der räumliche Fokus liegt klar auf Mitteleuropa. Eine thematische Vollständigkeit ist heute jedoch nicht mehr möglich. Der Weg der Autoren, Akzente zu setzen, ist sehr sinnvoll, hätte jedoch noch konsequenter durchgeführt werden können.

Werner Bätzing, Institut für Geographie
Universität Erlangen-Nürnberg

HUSA, K., NISSEL, H. & H. WOHL SCHLÄGL (Hrsg.) (2011): Südost- und Südasien. Demographische, soziale und regionale Transformationen. – = Abhandlungen zur Geographie und Regionalforschung 13, Wien, Institut für Geographie und Regionalforschung der Universität Wien: 1-603. ISBN: 978-3-900830-74-8; 40 Tab., 95 Abb., Karten und Bilder; € 35.–.

Mit den 14 Beiträgen in diesem Sammelband möchten die Herausgeber die Forschungsbreite der Abteilung Asien am Institut für Geographie und Regionalforschung der Universität Wien belegen. Sieben Beiträge sind aktualisierte Zusammenfassungen oder Erweiterungen von Diplomarbeiten, fünf sind schon anderswo erschienen (zwei unverändert), und ein Aufsatz bringt erste Ergebnisse einer Dissertation. Einleitend fassen KARL HUSA und HELMUT WOHL SCHLÄGL die Transformationsprozesse Südostasiens kurz, aber sehr prägnant, zusammen und bringen sie in Zusammenhang mit entsprechenden Forschungsarbeiten (S. 9-24). Entsprechend stellt HEINZ NISSEL die Wiener Südasienforschung vor und gibt einen persönlichen Einblick in seine Forschungstätigkeit, in deren Fokus Mumbai steht (S. 25-41). In beiden zusammenfassenden Artikeln werden auch die wichtigsten Diplomarbeiten zitiert, die unter der Leitung der drei Forscher vollen-det wurden. Regionaler Schwerpunkt des Bandes ist Thailand; sechs Studien befassen sich mit Teilespekten, die diesen Staat betreffen.

Aus der Vielzahl der Beiträge können hier nur wenige herausgegriffen werden: RAINER EINZENBERGER etwa schildert in seinem ausführlichen Aufsatz «Der Konflikt in Südtailand aus historischer, ethnisch-religiöser und sozioökonomischer Perspektive» (S. 437-499) mögliche Ursachen für die sinnlose Gewalt, wie sie im thailändischen Grenzgebiet zu Malaysia auch in jüngster Zeit aufgetreten ist. Er knüpft an den Untergang des legendären und verklärten Königreichs Patani und die verfehlte künstliche Grenzziehung zwischen Thailand und den Straits Settlements im Jahr 1909 an und weist auf die Thailandisierung der drei vom Islam geprägten südlichen Grenzprovinzen Thailands hin. Mit Recht vermeidet der Autor, einen einzelnen Indikator, wie etwa die relative Armut oder ethnische Aspekte, als Konfliktursache zu bezeichnen. Schade ist, dass Hinweise auf Konfliktlösungsstrategien und die Ethnienproblematik im benachbarten Malaysia fehlen. – «Mit den Augen der Bereisten – Handlungen und Wahrnehmungen im Ethnotourismus Nordthailands», nämlich der Menschen in zwei Hill-Tribe-Dörfern, hatte ALEXANDER TRUPP (S. 249-281) versucht, das Image der Touristinnen und Touristen, meist auf Tagesexkursionen, zu erfassen. Seine forschungstheoretische Präambel samt der persönlich gefärbten Einleitung kontrastiert etwas stark mit seinen Feldforschungen, deren Resultate jedoch werden überzeu-

gend dargelegt: Touristen bedeuten für die Menschen beider Dörfer Geld, Abwechslung und Unterhaltung. Der Tourismus wird denn auch nicht als die primäre Bedrohung ihrer kulturellen Identität betrachtet; er werde generell, so der Autor, für den Kultur- und Sozialwandel oft überbewertet. – Mit Subtilität und ohne Vorurteile hat KRISZTINA VERESS für ihre Studie «Vom Sextouristen zum Strandpensionisten?» Eine Fallstudie zur männlichen Altersmigration nach Thailand am Beispiel von Hua Hin und Cha-am» (S. 203-247) 44 Männer im Retirement-Visum-Alter (50+) interviewt, die ohne Partnerin aus dem Herkunftsland nach Thailand emigriert sind. Durchwegs wurde betont, dass sich die Lebensqualität mit der Migration nach Thailand verbessert habe. Nicht alle Befragten waren an einer festen Beziehung mit einer Thailänderin interessiert, weil es, wie sie sagten, für Ausländer «schlichtweg kaum möglich sei, Kontakte zu anderen thailändischen Frauen als zu Prostituierten zu knüpfen...» (S. 234). Es ergibt sich damit ein Widerspruch zu den Befunden von MYRIAM FINK (2009), die Thailänderinnen in Deutschland befragt hatte. Die Autorin ordnet ihre Forschung in die Migrationsprozesse ein, bespricht im Speziellen die Altersmigration und beschreibt die Entwicklung des thailändischen Tourismus, besonders auch die Folgen des «Rest & Recreation»-Programms der GIs während des Vietnamkrieges. In ihren Ausführungen entwirft VERESS zudem ein Bild der thailändischen Gesellschaft mit ihrer Einstellung zur Prostitution und zu den Ausländern und knüpft so an die Forschungen von NICOLA TANNENBAUM und ANDREA WHITTAKER (Chiang Mai 1999) an, die sie aber nicht erwähnt. – Mit einem originellen, gleichsam deduktiven Ansatz geht PHILIP WENINGER an sein Thema «Internationale Migration philippinischer Arbeitskräfte und die Auswirkungen von Remittances» (S. 117-202). Er legt zuerst die globale Bedeutung der Geldüberweisungen von Migrantinnen und Migranten an ihre Familien zu Hause dar, wendet sich dann der Migration aus den Philippinen zu und schildert die Migrationsphasen dieses Staates. Im letzten Teil jedoch folgen die Resultate seiner Erhebungen auf Cebu zur Höhe der Remittances, ihrer Nutzniesser und ihrer Verwendung.

Zwei weitere Originalbeiträge befassen sich mit Teilespekten der Stadtentwicklung von Manila und Bangkok (MARTIN HEINTEL/GÜNTER SPREITZHOFER: «Manila – Urbanisierung findet statt»; ANDREA PERCHTHALER: «Zum Problem informellen Wohnens in Bangkok Metropolis: Traditionelle und partizipative Ansätze zur Lösung der Wohnungsproblematik von Niedrigeinkommensgruppen»). – WERNER SCHLICK ordnet seine Arbeit «Shifting Cultivation» im Wandel der Zeit – am Beispiel von Landnutzungskonflikten in Nordthailand» mit einigem Recht der «Kulturökologie» zu; sie regt zur Diskussion über Fortschritt und Bewahrung

an, doch erscheinen seine Schlussfolgerungen etwas zu stark rückwärtsgewandt. Weitere Originalbeiträge stammen von BIANCA GANTNER: «Die Auswirkungen des Tsunamis 2004 auf die Tourismusgebiete im Raum Phuket, Südthailand: Absturz in die Krise oder neue Chance?» und TIBOR ASSHEUER/A.Z.M. SHOEB: «Überschwemmungen und Entwicklungen in Bangladesch – von Widersprüchen zu Zusammenhängen».

Ein Band mit 14 Aufsätzen und zwei Zusammenfassungen kann kein geschlossenes Bild aller Transformationen in Südost- und Südasien geben. Den Herausgebern ist es aber gelungen, ein erstaunlich weites Spektrum von Problemen vorzustellen; die Sammlung belegt die Forschungsverdienste des Wiener Instituts für Geographie und Regionalforschung. Die thematische Breite, die unterschiedlichen Forschungsmethoden und die verschiedenen Stile machen die Lektüre spannend und anregend.

Rudolf L.Marr, Basel

BASTEN, L. (Hrsg.) (2011): Zwischen Basel, Bochum und Toronto. Einblicke in die Geographie postindustrieller Stadtentwicklungen. – Schriften des Arbeitskreises Stadtzukünfte der Deutschen Gesellschaft für Geographie, Band 11, Berlin, Münster, LIT Verlag: 1-277. ISBN 978-3-643-11411-2; 63 Abb., Fotos und Karten, 22 Tab.; CHF 47.90, € 29.90.

Das Buch beinhaltet – nach Einführung von LUDGER BASTEN in eine «Geographie spätmoderner Städte und Stadtregionen» und in den Band – weitere neun Beiträge zu drei Schwerpunktthemen:

(1) «Soziale Dimension städtischen Wandels»: Von ROBERT MURDIE (Toronto) werden mit «Recent Immigrations in Toronto's Inner Suburbs. Settlement Patterns, Challenges, and Prospects for Integration» insbesondere die in jüngerer Zeit stark zugenommene Suburbanisierung von Einwanderern in der kanadischen Metropole sowie Herausforderungen für die Planung untersucht. – WIM OSTENDORF und SAKO MUSTER (Amsterdam) analysieren für «Ethnic Minorities in Amsterdam» das Entstehen einer Mittelschicht, deren Wohnstandortwahl (mit Trends zu Wohneigentum und Suburbanisierung) sowie v.a. auch Widersprüche zur gegenwärtigen Planungspolitik («Urban Restructuring»). – WALTER KUHN (München) behandelt den «Wohnungsmarkt in Paris und seine sozialräumlichen Konsequenzen» (Entwicklung des Wohnungsangebots und Immobilienmarktes sowie gruppenspezifische demographische Austauschprozesse, z.T. mit Vergleichen zu Deutschland, speziell zu München). Deutlich wird, dass in der Metropolitanregion Paris «Verdrän-

gungs- und Gentrifizierungstendenzen durch steigende Immobilienpreise und Mieten» (...) «ein noch viel stärkeres Ausmass annehmen» als in Deutschland (S. 84).

(2) «Planung für städtische Räume und Welten»: OLIVER MAYER (Kariya/Nagoya) schrieb über «Schrumpfende Städte und alternde Gesellschaft in Japan». Während japanische Altindustrieregionen bereits seit längerem von Schrumpfung betroffen sind, erleiden seit jüngerer Zeit auch Innenstädte sowie New Towns erhebliche Bevölkerungsverluste und starke Überalterung. Behandelt werden zudem Strategien zur Stärkung der Innenstädte und zur Schaffung kompakter Städte. – CLAUS-C. WIEGANDT (Bonn) sucht in «Wie viel Neues darf es sein? München im Spannungsfeld zwischen Tradition und moderner Architektur» nach Erklärungen für das «relativ harmonische und abgestimmte Gesamtensemble aus alten und neuen Bauten» (S. 143) in München. Am Beispiel des neuen Einkaufszentrums «Fünf Höfe» wird aufgezeigt, wie eine Synthese zwischen Tradition und moderner Gestaltung verwirklicht wurde. Auch wird diskutiert, dass/wie das heutige Erscheinungsbild der Stadtgestalt Münchens «auf ein dichtes Netz von Regulierungen» (Instrumente, Akteure) zurückzuführen ist. – BJÖRN FRAUDENST (Bochum) widmet sich über «Mobilität und Verkehr im städtischen Raum» theoretisch den Begriffen Mobilität und Verkehr mit ihrem Wirkungszusammenhang. Sodann werden deren Bedeutung und Wechselwirkungen anhand der Verkehrsteilnahme von Grundschülern in England und in ausgewählten deutschen Städten empirisch untersucht.

(3) «Impulse und Strategien für Stadtregionen und Städtesysteme»: Da die Stadtentwicklung der Schweiz stark durch Kontinuität gekennzeichnet ist, behandeln HANS ELSASSER (Zürich), JORIS VAN WEZEMAE (Fribourg) und ANDRÉ ODERMATT (Zürich) fundiert die «Stadt-, Agglomerations- und Siedlungsentwicklung in der Schweiz» (ohne Kartendarstellungen), und zwar zunächst historische Urbanisierungsphasen, sodann die jüngere Agglomerations- und Regionalpolitik sowie den im Januar 2011 publizierten Entwurf eines künftigen «Raumkonzepts Schweiz». – Es folgen zwei Aufsätze zum Ruhrgebiet: Von KLAUS KOST (Bochum/Essen), TIM PIXA (Essen) und JÖRG WEINGARTEN (Essen) wird das «Ruhrgebiet im Strukturwandel» mit dem Schwerpunkt «durch Partizipation und Mitbestimmung zu neuer Lebensqualität» ideenreich untersucht (Montanmitbestimmung, Entwicklung «regionalisierter Strukturpolitik», Beteiligungsorientierung auf Stadtteilebene wie im Städtebauförderungsprogramm «Soziale Stadt», unterschiedliche mögliche Zukunftsperspektiven des Reviers). ROLAND GÜNTHER (Oberhausen) diskutiert in einem gedankenvollen Essay «Andere Kriterien für Ruhr» (einschliesslich Zukunftsperspektiven für das Ruhrgebiet).

Somit beinhaltet der ganz überwiegend von Geographen verfasste, lesenswerte internationale Sammelband einen «bunten Blumenstrauß» unterschiedlicher Themen und Beispiele zu jüngeren Prozessen der Stadtentwicklung; diese sind meist empirisch, z.T. auch planungsorientiert, weniger jedoch theoriebezogen im Sinne einer «systematischen Theorie postindustrieller Stadtentwicklung» (LUDGER BASTEN, S. 18) konzipiert. Der Haupttitel des Sammelbandes verweist «symbolisch» zum einen auf die «Heterogenität der ausgesuchten Städte und Stadtreigionen» (ebd., S. 19) (wenngleich weder Basel noch Bochum umfassender monographisch berücksichtigt wurden), zum anderen auf wichtige Stationen in der akademischen Laufbahn von LIENHARD LÖTSCHER – zwischen 1997 und 2011 einer der Sprecher des Arbeitskreises Stadtzukünfte der DGfG –, dem das Buch gewidmet wurde.

Heinz Heineberg, Münster

SCHMITT, T.M. (2011): Cultural Governance. Zur Kulturgeographie des UNESCO-Welterberegimes. – Erdkundliches Wissen 149, Stuttgart, Franz Steiner Verlag: 1-452. ISBN 978-3-515-09861-8; 17 Tab., 60 Abb., 4 Kästen; € 58.–, CHF 87.–.

Die Habilitationsschrift von THOMAS M. SCHMITT behandelt ein für die Kulturgeographie interessantes und auch sehr gut «passendes» Thema: die Frage nach der Ebenen übergreifenden Governance des UNESCO-Welterbes. Zwar gibt es inzwischen eine Vielzahl von sozial- und kulturwissenschaftlichen Arbeiten zum UNESCO-Welterbe, SCHMITT geht es aber gerade um die, wenn man so will «Glokalisierung» des Welterbegedankens, um einen Mehrebenenansatz, um Aushandlungsprozesse zwischen Akteuren und Institutionen (Regimen) der globalen Ebene einerseits und den nationalen bzw. vor allem lokalen Gesellschaften an Welterbestätten andererseits. Darüberhinaus unternimmt er auch eine konzeptionelle Klärung von unterschiedlichen Verständnissen von Kulturerbe in einer konstruktivistischen Sicht, von Signifikationspraxis und Repräsentation kultureller Gegenstände.

Damit ist er bei einer originär geographischen Fragestellung, welche er in insgesamt neun Kapiteln seiner sehr umfangreichen Studie in verschiedene Teilfragen auflöst. In Kapitel 2 plädiert SCHMITT für eine sozialwissenschaftlich fundierte Kulturgeographie, welche die soziale Reproduktion kultureller Gegebenheiten zum Thema hat. Das kann man so machen, allerdings gerät damit die beim Thema Welterbe eigentlich zentrale zeichen- und symbolorientierte Perspektive etwas in den Hintergrund. Gut nachvollziehbar formu-

liert SCHMITT sein Forschungskonzept als begriffliches Dreieck von Handlungen und Praktiken, Institutionen und Strukturen sowie schliesslich Konzepten und Ideen (S. 35).

Sehr ausführlich setzt er sich im Folgenden mit dem Governance-Begriff auseinander und macht deutlich, dass Cultural Governance etwas Anderes ist als ein weiteres sektorales Governance-Gebiet. Sein Überblick über MAX WEBER, ANTONIO GRAMSCI, die Frankfurter Schule und die Publikationsreihe «Culture, Media and Identities» unter Leitung von STUART HALL holt dabei weit aus, ist aber im Hinblick auf sein Verständnis von Global Cultural Governance interessant und lesenswert, ebenso das folgende Kapitel über regimetheoretische Perspektiven auf das Welt-Kulturerbe. In Kapitel 3 werden Schlüsseltexte der Welterbekonvention einer kulturwissenschaftlichen Reflexion unterzogen. Das UNESCO-Weltkulturerbe findet seinen Gegenstand, Stätten des Kultur- und Naturerbes von aussergewöhnlich universalem Wert, ja nicht irgendwie vor, sondern konstruiert ihn letztlich selbst, allerdings auf der Basis eines vorangegangenen «Diskurspfades».

Der kurzen Darstellung der Methodologie in Kapitel 4 folgt dann ab Kapitel 5 der empirische Teil der Untersuchungen; dabei werden, der gewählten Konzeption folgend, systematisch die drei verschiedenen Massstabsebenen – global, intermedial und lokal – abgeschriften. Methodisch arbeitet THOMAS SCHMITT mit einem Methodenmix qualitativer Verfahren, u.a. Beobachtungen zweier einwöchiger Sitzungen des UNESCO-Welterbekommittes 2006 und 2007, ergänzenden Gesprächen am Rand von Konferenzen sowie Auswertung von Archivalien. Das vermag ihm immerhin eine Momentaufnahme der im Einzelnen schwer zu durchschauenden Abläufe auf der globalen Ebene zu liefern. Reiches empirisches Material hat THOMAS SCHMITT vor allem für seine Fallstudien auf der lokalen Ebene gesammelt.

Ein sehr ausführliches, allein über 70 Seiten umfassendes Kapitel wird dem Thema Governance und Kulturlandschaftsschutz der Welterbestätte Tal des M'zab gewidmet. In ihm werden die Wechselwirkungen zwischen Akteuren, Institutionen und Diskursen der lokalen, nationalen und globalen Ebene der Welterbe-Governance exemplarisch rekonstruiert.

Neben der 1972 eingeführten Welterbekonvention befasst sich Kapitel 8 auch mit der 2003 etablierten Konvention des immateriellen Erbes am Beispiel des Platzes Jemaa el Fna in Marrakech; SCHMITT hatte sich mit Marrakech ja schon in früheren Arbeiten beschäftigt. Ein Fazit zum Welterberegime in global-lokal Governance beschliesst die Arbeit, u.a. mit der Frage,

ob sich das UNESCO-Welterberegime als Vorbild für Global Governance eignet.

Es ist im Rahmen dieser kurzen Rezension nicht der Raum, ausführlicher auf die sehr detaillierten und kennnisreichen Analysen der lokalen Fallbeispiele einzugehen. Dem nicht speziell an Nordafrika Interessierten wird bei der Lektüre der ausführlichen Texte auch etwas Geduld abverlangt. Insgesamt ist SCHMITT eine methodisch relativ pragmatische, anschauliche Studie zu einem interessanten und wichtigen Thema gelungen, welche unsere Kenntnisse über das Zusammenwirken von Akteuren und Praktiken auf verschiedenen räumlichen Massstabsebenen bei der Ausweitung von UNESCO-Weltkulturerbestätten deutlich bereichert. SCHMITT hat sich sehr intensiv auf sein Thema eingelassen. Dem Text ist ein Anhang von 60 Abbildungen und zahlreichen farbigen Fotografien beigefügt.

Hans Gebhardt, Geographisches Institut
Universität Heidelberg

SCHNEIDER-SLIWA, R. (Hrsg.) (2011): Schweiz. Geographie, Geschichte, Wirtschaft, Politik. – WBG-Länderkunden, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft: 1-228. ISBN 978-3-534-22439-5; 147 Abb., 32 Tab.; € 39.90.

Nachdem bereits 1995 das landeskundliche Lehrbuch «Schweiz – eine moderne Geographie» von ANDRÉ ODERMATT und DANIEL WÄCHTER (Geographisches Institut der Universität Zürich) veröffentlicht worden ist – eine letztmalige 4., aktualisierte und überarbeitete Auflage erschien 2004 mit 268 Seiten im Schwarz-Weiss-Druck und einem kleinen mehrfarbigen Kartenanhang –, entstand 2011 am Geographischen Institut der Universität Basel unter der Herausgabe von RITA SCHNEIDER-SLIWA eine weitere moderne Landeskunde der Schweiz. Beiden Werken ist gemein, dass sie sich an eine breite, über die Geographie hinausgehende Leserschaft richten (was in dem von der Wissenschaftlichen Buchgesellschaft publizierten neuen Buch durch den Untertitel verdeutlicht wird), dass sie inhaltlich über herkömmliche landeskundliche Schemata hinausgehen und sich u.a. jeweils aktuellen Prozessen und Problemen widme(te)n.

Die beiden genannten Landeskunden unterscheiden sich jedoch in vielfältiger Weise deutlich voneinander, wobei im Folgenden nur das Werk von SCHNEIDER-SLIWA gewürdigt werden soll: Mit einem Gesamtumfang von «nur» 228 Seiten entstand das neue Buch in einem grösseren Buchformat. Die neue Landeskunde wurde von mehr als 30 fachkompetenten Autoren aus

der Geographie und zahlreichen anderen Wissenschaften in besonderem Masse interdisziplinär angelegt, wobei jedoch die Raumbezüge stets gewahrt wurden. Ein weiteres wichtiges Merkmal ist die Ausstattung mit sehr umfangreichem mehrfarbigem, hervorragendem Bildmaterial, Themakarten und Diagrammen, ergänzt durch zahlreiche übersichtliche Tabellen mit aktuellen Daten. Insgesamt nutzt das Buch vorzüglich die Möglichkeiten heutiger attraktiver Designgestaltung. Trotz der enormen textlichen und visuellen Informationsfülle sowie der häufigen kompakten Formulierungen ist das Werk nicht als neue Art einer landeskundlichen «Inventarisierung» verfasst, sondern es ist konzipiert als eine «auf Verstehen ausgerichtete(n) Analyse des Raums und Landes» (SCHNEIDER-SLIWA, S. XI).

Der Band beginnt in der Einführung der Herausgeberin mit der interessanten Frage, ob die mit knapp acht Millionen Einwohnern relativ kleine, dabei jedoch «sprachlich-kulturell, konfessionell und geographisch fragmentiert(e)» Schweiz als «Vielvölkerstaat», mit einem ausgeprägten Föderalismus einen «Sonderfall» oder einen «Modellfall» darstellt. Es folgt, ähnlich wie in anderen Landeskunden, ein Kapitel über den Naturraum und die räumliche Gliederung der Schweiz; neben Grundlagenwissen werden aber auch aktuelle Probleme und Prozesse wie der Klimawandel, Bodenschutz und die Alpen als sensibles Ökosystem fundiert behandelt.

Das zweite Kapitel zeigt wichtige Besonderheiten der Geschichte und des schweizerischen Politiksystems auf. Der folgende Teil «Wirtschaft» behandelt nicht nur klassische Themen wie die Wirtschaftsentwicklung und Wirtschaftsräume, sondern auch Wirtschafts- und Steuersysteme sowie die Standortförderung. Unter «Bevölkerung, Kultur, Gesellschaft» wird im dritten Kapitel u.a. die Vielseitigkeit der Schweiz (Viersprachigkeit, differenzierte «Sprachlandschaft», kulturelle Vielfalt etc.) analysiert; außerdem werden, ähnlich wie im übrigen Buch, Entwicklungsprozesse – hier etwa die «Gesellschaft im Wandel» – gut herausgearbeitet. Daran schliesst folgerichtig ein Teil über «Soziale Disparitäten und Exklusion» an. Deutlich wird u.a., dass soziale Gegensätze heute (auch) die Schweiz vor neue Herausforderungen stellen.

Im Kapitel «Siedlung, Landschaft und Verkehr» spannt sich der Bogen thematisch von der frühen Siedlungs- und Stadtentwicklung über den Kulturlandschaftswandel (insbesondere im ländlichen Raum), die Verkehrsentwicklung und aktuelle Probleme der Verkehrspolitik bis hin zur jüngeren Agglomerationspolitik des Bundes. Das nachfolgende Kapitel vertieft den «Strukturwandel im ländlichen Raum und in den Alpen» (einschliesslich der Agrar-, neuen Regional- und Landschaftspolitik). Im Teil «Umweltprobleme

und Umgang mit Naturgefahren» werden neben dem Umwelt- und Ressourcenschutz auch nachhaltige Ziele der Schweizer Raumplanung behandelt. Das Schlusskapitel thematisiert «Die Schweiz in der Welt», stellt dabei die Bedeutung der Europapolitik für die Schweizer Aussenpolitik heraus und analysiert die Schweiz in der Weltwirtschaft historisch und aktuell sowie deren Entwicklungszusammenarbeit.

Ein thematisch gegliedertes, umfangreiches Literaturverzeichnis, Abbildungs- und Tabellenverzeichnisse sowie Orts- und Sachregister beschliessen den sehr informativen, konzeptionell und inhaltlich sowie auch bezüglich der reichhaltigen Medienausstattung insgesamt ausserordentlich gelungenen Band. Er zeigt eindrucksvoll, was eine moderne Landeskunde der Geographie in enger Kooperation mit zahlreichen «Nachbar»-Wissenschaften heute zu leisten vermag beziehungsweise einer breiten interessierten Leserschaft bieten kann.

Heinz Heineberg, Münster

MÜLLER, M. (2009): Making great power identities in Russia. An ethnographic discourse analysis of education at a Russian elite university. – Forum Politische Geographie 4, Berlin, Münster, Wien, Zürich, London, LIT Verlag: 1-241. ISBN 978-3-643-90010-4; 7 tab., 6 fig.; € 24.90.

MARTIN MÜLLERS Buch liefert eine reichhaltige, nuancierte und theoretisch fundierte Untersuchung des geopolitischen Diskurses in Russland mittels Analyse der geopolitischen Sichtweisen an einer russischen Eliteuniversität. Die Moscow State University of International Relations (MGIMO) war ehemals bekannt als Kaderschmiede für Posten im sowjetischen Aussenministerium und bringt auch heute eine grosse Anzahl von SpezialistInnen im Bereich der Internationalen Beziehungen und Aussenpolitik hervor. MÜLLER geht von der Annahme aus, dass die Universität als institutioneller Lokus eine zentrale Rolle für die Produktion von geopolitischen Identitäten spielt (S. 3). Im Weiteren nimmt er an, dass Konstruktion und Verhandlung von geopolitischen Vorstellungen an der MGIMO nicht nur für Akteure der russischen Aussenpolitik, sondern auch für die der russischen und postsowjetischen Gesellschaften indikativ sind (S. 217).

MÜLLER setzt sich mit diesem Buch drei Ziele. Zum ersten strebt er die konzeptuelle Weiterentwicklung der Diskursanalyse im Feld der kritischen Geopolitik an. Zweitens liegt ihm daran, die Erkenntnisse zur Bildung von Grossmachtidentitäten in Russland durch eine detaillierte empirische Studie voranzutrei-

ben. Damit will MÜLLER auch einen Gegenpunkt zu existierenden Studien setzen, welche sich aus seiner Sicht mehrheitlich auf quantitative Dokumentanalyse und Medienberichte stützen und die soziale Praxis der Identitätsbildung bisher vernachlässigt haben. Drittens hat die Studie eine politische Dimension, als dass MÜLLER hofft, durch das Aufbrechen starrer Typisierungen eine Veränderung des vorherrschenden geopolitischen Diskurses zu Russland als imperialistische und aggressive Grossmacht zu bewirken (S. 5).

Ausgangspunkt seines Ansatzes ist eine Kritik an der gängigen Praxis der fast ausschliesslich textbasierten Diskursanalyse in der kritischen Geopolitik, welche für ihn zu kurz greift. Für seine Untersuchung stützt sich MÜLLER auf einen diskurstheoretischen Ansatz, der sich an die Arbeiten von ERNESTO LACLAU und CHANTAL MOUFFE anlehnt und soziale Praxis ins Zentrum rückt. MÜLLER sucht einerseits nach einer methodologischen Interpretation von LACLAU und MOUFFE, indem er sein ethnographisches Material durch die Linse ihrer Konzepte strukturiert und analysiert. Andererseits strebt er eine Verbindung dieser Konzepte mit poststrukturalistischen und feministischen Theorien an und zieht dazu die Arbeiten von MICHEL FOUCAULT und JUDITH BUTLER herbei.

Das Buch resultiert aus MÜLLERS Dissertationsforschung und gleichzeitiger Teilnahme am Studienprogramm der MGIMO als Austauschstudent zwischen August 2005 und Mai 2006. Ein wichtiger Teil der Daten resultiert aus teilnehmender Beobachtung. Weiter analysierte er digitale Aufnahmen von Vorlesungen und Seminaren und führte Interviews mit StudentInnen der MGIMO durch (S. 70).

In Anlehnung an LACLAU und MOUFFE sowie JACQUES LACAN diagnostiziert MÜLLER einen «konstitutiven Mangel» als bestimmende Eigenschaft für die Beschaffenheit der geopolitischen Identität Russlands (S. 201). Dies erklärt sich dadurch, dass es Russland in der postsowjetischen geopolitischen Landschaft verwehrt ist, sein Potential zu realisieren. Die antagonistischen Kräfte von Bedrohung und Ausschluss führen zu einem Scheitern der symbolischen Repräsentation und produzieren deshalb Dislokation und Mangel. Die entstehende Lücke wird gefüllt und überbrückt durch Identifikation mit dem hegemonialen Projekt eines starken und unabhängigen Russlands, dessen Realisierung jedoch unmöglich bleibt (S. 204).

Am Schnittpunkt von Humangeographie und Internationalen Beziehungen stellt MÜLLERS Buch einen spannenden und aufschlussreichen Beitrag zur diskursiven Produktion von Grossmachtidentitäten dar. Seine innovative Anwendung der Arbeiten von LACLAU und MOUFFE bietet neue Erkenntnisse, welche er in eng-

maschiger Verknüpfung von Theorie und Empirie herausarbeitet. Das empirische Material, welches MÜLLER präsentiert, ist aussergewöhnlich und aufschlussreich.

Als kritischer Punkt ist anzumerken, dass MÜLLER sich ausschliesslich auf die mittlere Phase von FOUCAULTS Werkgeschichte bezieht, welche Macht als disziplinierend begreift. Für eine echte Auslotung der theoretischen Verbindung mit LACLAU und MOUFFE müsste unbedingt das Spätwerk von FOUCAULT berücksichtigt werden, in welchem das Konzept der Subjektbildung verfeinert wird. Dies hätte wohl auch zu einer differenzierteren Auseinandersetzung MÜLLERS mit der Frage von Widerstand geführt. Das Buch vermittelt den Eindruck, als wären die StudentInnen der MGMIO durch die disziplinierende Macht gleichgeschaltet und ohne Alternativen.

Etwas problematisch ist auch MÜLLERS Auseinandersetzung mit der Ethnographie. Er präsentiert einen ausgedehnten und detaillierten Methodenteil, welcher sich mit seinem ethnographischen Ansatz auseinandersetzt. Leider findet diese Reflexion nicht Eingang in eine kritische Verortung seiner Interviews mit StudentInnen. Indem sie von MÜLLER durchgeführt wurden, reproduzieren sie im eigentlichen Sinne die diskursive Situation der von ihm postulierten Produktion von Grossmachtidentitäten durch den «konstitutiven Mangel». Eine kritische Reflexion und Dekonstruktion des daraus gewonnenen Materials wäre wünschenswert gewesen. Nichtsdestotrotz ist das Buch empfehlenswert für alle, welche sich jenseits der gängigen Klischees für eine nuancierte Analyse der geopolitischen Identität Russlands interessieren.

Christine Bichsel, Department of Geosciences
Geography Unit, University of Fribourg/CH

RÉRAT, P. (2010): Habiter la ville. Evolution démographique et attractivité résidentielle d'une ville-centre.
– Neuchâtel, Editions Alphil: 1-564. ISBN: 978-2-940235-66-7; 21 cartes, 8 fig., 88 graphiques, 58 tab.; CHF 59.–, € 42.–, US\$ 69.–.

Cet ouvrage, issu de la thèse de doctorat de l'auteur défendue en 2010, s'inscrit dans le large débat sur la recomposition des espaces urbains et plus précisément sur les phénomènes d'exurbanisation et de réurbanisation qui touchent les villes-centre. L'auteur s'interroge sur les processus qui ont conduit les villes suisses à voir leur population diminuer entre 1970 et 2000, mais aussi sur la manière dont ce phénomène d'exurbanisation semble s'inverser, exprimant ainsi le regain d'attractivité que connaissent les villes-centre depuis quelques années. Dans une étude empirique détaillée,

l'auteur analyse l'évolution des dynamiques urbaines, qu'elles soient spatiales ou sociales, en prenant la ville de Neuchâtel comme étude de cas. L'émergence d'une forme de gentrification est discutée à la lune des récentes évolutions démographiques.

Dans une première partie très bien documentée, PATRICK RÉRAT aborde les trois champs théoriques dans lesquels s'inscrit sa recherche: la mobilité résidentielle, l'étalement urbain, la réurbanisation et la gentrification. Cet état de l'art, d'une rare exhaustivité, balaie la littérature anglo-saxonne, francophone et suisse avec un regard critique et toute la rigueur qu'exige l'exercice. Le décor ainsi planté, l'auteur peut argumenter son positionnement théorique et opter pour «le pluralisme et le pragmatisme théoriques et méthodologiques» (p. 41). Le chapitre consacré à la gentrification est particulièrement intéressant, dans la mesure où l'auteur retrace brillamment la généalogie d'un concept qu'il qualifie de résilient. Sont abordées toutes les formes que peut prendre le phénomène selon les contextes, ainsi que ses multiples interprétations. La particularité du contexte suisse n'a pour l'heure que peu favorisé les études sur la gentrification, certainement faute de pouvoir observer le phénomène. PATRICK RÉRAT répond à ce manque en s'éloignant de la définition classique de la gentrification pour s'appuyer sur une extension du concept et préférer parler de *new-build gentrification* dans le cas de la ville de Neuchâtel. Le débat que suscite cette extension est d'ailleurs largement commenté. La lecture de cette partie est captivante et révèle l'actualité et la richesse des débats en cours.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la recherche proprement dite. Les thématiques traitées par l'auteur sont rares dans les études portant sur les villes suisses. Le choix du terrain est quant à lui intéressant, dans la mesure où l'attention est peu souvent portée sur les villes moyennes, tant au niveau international que national. Afin de mieux comprendre les dynamiques urbaines à l'œuvre et mieux saisir son objet d'étude, l'auteur procède à d'importants efforts de définition et d'explication de ses choix méthodologiques. Cette partie empirique est structurée autour de quatre axes, et autant de chapitres, correspondant aux questionnements de l'auteur: la dynamique territoriale de la région urbaine neuchâteloise, le régime démographique de la ville de Neuchâtel, les caractéristiques des habitants des nouveaux logements et les stratégies des acteurs de la production des logements. Les méthodes utilisées varient en fonction du type de questionnement (analyses de statistiques et de documents, questionnaires, entretiens). L'analyse très fine des données à disposition de l'auteur, ainsi que l'illustration des résultats (cartes, graphiques, tableaux), sont parfaitement maîtrisées.

Dans une dernière partie conclusive, PATRICK RÉRAT revient longuement sur ses résultats. Ceux-ci sont mis en perspective en regard de la littérature et permettent de valider l'ensemble des hypothèses formulées au terme de la partie théorique. S'appuyant sur ses conclusions, l'auteur propose quatre messages d'ordre général. Premièrement, le recul démographique de la ville-centre ne s'explique pas uniquement par l'attrait de ses couronnes, mais aussi par un phénomène de desserrement caractérisé par une diminution de la taille des ménages conjuguée à une demande de logements plus grands auquel l'offre immobilière des centres urbains ne peut répondre. Deuxièmement, la reprise démographique observée dans la ville-centre ne réduit en rien le phénomène d'exurbanisation et d'étalement urbain. Troisièmement, la position dans le parcours de vie demeure le critère déterminant dans la décision de quitter la ville ou de venir y habiter. Enfin, l'attractivité de la ville-centre ne concerne prioritairement qu'une partie des classes moyennes à supérieures.

L'ouvrage de PATRICK RÉRAT, autant pour son magistral état de l'art que pour son étude de cas exemplaire, deviendra une référence pour tous ceux qui s'intéressent aux nouvelles dynamiques urbaines en Suisse et ailleurs.

Frédéric Rey, Institut de Géographie
Université de Lausanne

SCHIRMEL, H. (2011): Sedimentierte Unsicherheitsdiskurse. Die diskursive Konstitution von Berliner Grosswohnsiedlungen als unsichere Orte und Ziel von Sicherheitspolitiken. – Erlanger geographische Arbeiten, Sonderband 39, Erlangen, Selbstverlag der Fränkischen Geographischen Gesellschaft, in Kommission bei Palm & Enke: 1-270. ISBN 978-3-941665-01-9; 14 Abb., 2 Tab., 23 Kontextkästen; € 29.50.

Gegenstand, Theoriebezug und Methodik der lesenswerten Dissertation von HENNING SCHIRMEL sind in der deutschsprachigen Humangeographie hochaktuell. Der Autor untersucht die Art und Weise, in der in Printmedien über west- und ostdeutsche Grosswohnsiedlungen geschrieben wird, wie diese dabei mit Unsicherheit in Verbindung gebracht werden, und welche institutionalisierten politischen Praktiken hiermit in Zusammenhang stehen. Als theoretische Basis fungiert die Diskurstheorie von E. LACLAU und C. MOUFFE, bei der danach gefragt wird, welche Ein- und Ausschlüsse im Diskurs durch die Verbindung unterschiedlicher, üblicherweise dichotom organisierter Diskuselemente stattfinden. Darüber hinaus diskutiert er, wie im Rahmen dieser sich auf das

geschriebene und gesprochene Wort fokussierenden Theorien Institutionen als «Sedimentierung» von Diskursen konzeptualisiert werden. In Abgrenzung zur Governance-Literatur oder auch zu materialistischen Theorien wird dabei die Vorgängigkeit der (Organisation des) Diskurses betont, aus dem Institutionen und Politik folgen. Die methodische Umsetzung in der vorliegenden Studie ist dann konsequent: zunächst wird in einem aufwändigen lexikometrischen Verfahren der Diskurs in deutschen Printmedien untersucht, im Anschluss daran Texte, in denen Institutionen und Politiken im Feld «Sicherheit» mit Bezug auf die beiden Berliner Grosswohnsiedlungen Gropiusstadt und Marzahn verhandelt werden.

Die Ergebnisse sind interessant, wenn auch nur zum Teil überraschend: Im Printmediendiskurs werden Grosswohnsiedlungen mittels

«kriminologisch-juristischer, raumdeterministischer, demographischer, gesellschaftspolitischer, sozialer und ethnisch-kultureller Grenzziehungen» (S. 236)

als sozial marginalisiert und als Problemgebiete dargestellt. Während westdeutsche Grosswohnsiedlungen im Sinne von Ghetto-Diskursen v.a. mit «Ausländern», «Parallelgesellschaften» und dergleichen anderer rassistischer Eigenschaften markiert werden, erscheinen ihre ostdeutschen Pendants als verlassene Orte und Horte des Rechtsextremismus. SCHIRMEL arbeitet heraus, dass und in welcher Weise diese diskursive Fassung von Grosswohnsiedlungen im Diskurs als «das Andere» der guten, gemischten und gesunden europäischen Stadt fungiert, wie sie dieser also, ganz im Sinne der Bestimmung des Okzidents durch okzidentale Orientdiskurse, zur Identifikation dient. In den «sedimentierten» Diskursen der institutionalisierten lokalen Praktiken findet dies z.T. identisch statt, partiell zeigt SCHIRMEL aber auch Unterschiede auf. So taucht Marzahn im lokalen «sedimentierten» Diskurs nicht als öder und «rechter» Ort auf, sondern als ethnisch-kulturell «anders». Die meisten Ergebnisse bestätigen jene zahlreicher ähnlicher, wenn auch weit weniger aufwändiger und methodisch abgesicherter Studien zur diskursiven und politischen Verknüpfung von «schlechten Gegenden» mit «Unsicherheit». HENNING SCHIRMELS Arbeit ist insofern eine hochwillkommene Ergänzung der existierenden Literatur zum Gegenstand.

Auch bezüglich Theorie und Methode reiht sich die Studie ein in jüngere Arbeiten ähnlicher Orientierung, die in den letzten Jahren im Umfeld der humangeographischen Diskursforschung erschienen sind. Dabei bestätigt sie deren Vor- und Nachteile. Die methodische Strenge der Lexikometrie, bei der mit quantitativen Methoden in einem umfangreichen Corpus nach

Regelmässigkeiten, Strukturen und Formationen zunächst auf der Ebene der Position einzelner Worte in den Texten gesucht wird, die erst anschliessend interpretiert werden, sichert gegen das qualitativer Forschung inhärente Problem in gewisser Weise ab, nach dem man nur das sieht, was man sehen wollte und ohnehin schon wusste. Solche Empirie schützt also vor Fehleinschätzungen bezüglich des Umfangs von, in diesem Fall, Zuschreibungen. Dass Grosswohnsiedlungen hierzulande nicht nur in der Phantasie von Kritiker/innen des hegemonialen Diskurses, sondern tatsächlich in jenem mit Unsicherheit in Verbindung gebracht werden, ist auf Basis der hier vorgelegten Empirie schwerlich zu bestreiten. Allerdings hinterfragt dies auch so gut wie niemand, der methodische Beleg dieses Zusammenhangs ist dann vielleicht doch etwas aufwendig – zumal die Interpretation und Erklärung des Zusammenhangs auch bei lexikometrischen Verfahren Aufgabe der forschenden Person bleibt.

Indem die Diskurstheorie von LACLAU/MOUFFE und ihre Erweiterung um die «Sedimentierung» von Diskursen in Institutionen in der Arbeit vor allem präzise rekonstruiert und angewandt, nicht aber einer Kritik unterzogen werden, wird auch die Setzung, nach der soziale Praktiken dem Diskurs nachgängig sind, nicht hinterfragt. Dass diskursiver Ausschluss, wie etwa in der *Critical Discourse Analysis* betont, nur ein – nämlich der semiotische – Aspekt von exkludierender sozialer Praxis sein könnte, der nur im Zusammenhang mit dieser verständlich und erklärbar wird, ist durch die zur Definition des Wortes «Diskurs» von LACLAU und MOUFFE konstruierten Äquivalenzkette diskursiv ausgeschlossen.

Bernd Belina, Institut für Humangeographie
J.W. Goethe-Universität, Frankfurt am Main

KURATH, S. (2011): Stadtlandschaften Entwerfen? Grenzen und Chancen der Planung im Spiegel der städtebaulichen Praxis. – Bielefeld, transcript Verlag; 1-568. ISBN 978-3-8376-1823-5; 151 Abb.; € 42.80.

Der voluminöse Band basiert auf einer Dissertation, die der Verfasser bei der HafenCity Universität (HCU) Hamburg einreichte. Gegenstand ist die «Zwischenstadt»: Einer der Protagonisten dieses *terminus technicus*, THOMAS SIEVERTS, wird nicht nur einleitend erwähnt, sondern seine Idee der «Qualifizierung der Zwischenstadt» durchzieht das Buch. Zu Recht vermerkt KURATH, dass die Planungspraxis sich bis heute mit dem Thema schwer getan hat, ebenso mit Gegenmassnahmen zur Zersiedlung, z.B. der Innenentwicklung der Orte. Er sieht zudem einen Graben zwischen Stadtplanung betreibenden Architekten, die

Problemlösungen in baulichen Akzenten sehen, und Politik- und Sozialwissenschaftlern (einschliesslich Geographen), die durch Steuerung der Planung durch gesellschaftliche Prozesse das Problem lösen möchten, also die «Rückübersetzung von Planwelten in die Siedlungswirklichkeit».

Diese hier nur grob skizzierten thesenartigen Gedanken bestimmen leitmotivisch den gesamten Band. Unter Bezug auf ANGELUS EISINGER wird bei der Qualifizierung und Planungsrealisierung auf vielschichtige Mikrostudien gesetzt, welche Planung, Städtebau und Gesellschaft als Wirkungsgefüge darstellen (S. 13), ebenso auf THOMAS SIEVERTS, der «den Prozess der kleinen gestalterischen Interventionen und [die] Besetzung einzelner Orte mit Bedeutungen» (S. 23) gestalterisch und funktional als am wirksamsten ansieht. Ein Unterkapitel (1.3.1; S. 25) bezeichnet das, was an vielen Stellen des Teiles A «Rahmenbedingungen» (S. 17-49) gesagt wird (und ebenso an zahlreichen anderen Stellen des Buches): «Stadtlandschaften [sind] als Resultat gesellschaftlicher Prozesse» anzusehen und zu erklären.

Auf den Teil A «Rahmenbedingungen» (mit Theorie, Vorgehen bei der Arbeit, Aufbau der Arbeit, Hypothesen, Methodik etc.) folgt Teil B «Empirie» (S. 53-465 [!]). Dieses Kapitel setzt sich aus vier akribisch erforschten und durch grosse Überlegungsvielfalt gekennzeichneten sogenannten Mikrostudien zusammen. Dies sind «Im Gwatt, Freienbach SZ», «Im Forst, Schaan», «Ems-West, Domat/Ems» und «A 13, Autobahnabschnitt Haag-Trübbach». Die Akteursnetzwerke werden detailliert erläutert und visualisiert. Jedes Kapitelende greift das Thema Zwischenstadt wieder auf, wie z.B. 3.12 «Die Stadtlandschaft Forst im Diskurs der Zwischenstadt» (S. 313 ff.), charakterisiert also nicht nur deren «Patchwork Urbanismus» (S. 315), sondern arbeitet auch das jeweilige (noch vorhandene) städtebauliche Potenzial heraus.

Ebenfalls noch zum Teil B gehören die Kapitel 6 und 7, die dem Thema «Erkenntnisgewinn Empirie» (S. 443 ff.) unterstellt werden. Dabei geht es u.a. um die konkrete «Rückübersetzungsproblematik von Planwelten», aber auch um die «Grenzen der Stadtplanung».

Teil C «Testplanung» (S. 469 ff.) unterzieht mit dem Kapitel 8 zeitgenössische Planungsansätze einem Vergleich. Im Schussfeld (anders kann es der Rezensent nicht formulieren) steht vor allem das «Handbuch zum Stadtrand» (MAGNAGO LAMPUGNANI, V. (Hrsg.) (2007): Handbuch zum Stadtrand. Gestaltungsstrategien für den suburbanen Raum. – Basel, Boston, Berlin, Birkhäuser; rezensiert von H. LESER in DIE ERDE 2008/1), das die Peripherie als neue eigenständige

dige Stadtform erkennt und mit ihr gestalterisch und städtebaulich – aus Sicht des Architekten – umgehen möchte (S. 479 ff.). Nach KURATH wird bei diesem Planungsansatz

«die soziotechnische Dimension der Raumproduktion bewusst ausgeblendet. Die Qualifizierung des Raums begrenzt sich auf die architektonische Gestaltung lokaler Örtlichkeiten» (S. 487).

Und:

«Das Handbuch zum Stadtrand blendet zur Reduktion der Komplexität im Umgang mit Stadtlandschaften die gesellschaftlichen Rahmenbedingungen der Raumproduktion explizit aus und konzentriert sich auf die rein räumlichen Anliegen der Planer» (S. 489).

Davon sah sich KURATH wohl methodisch herausgefordert, mit den komplexen Akteursnetzwerken Gegenruder zu geben. Nicht alle Argumente KURATHS überzeugen diesbezüglich. Umgekehrt könnte man sagen: Der bewussten Konzentration von MAGNAGO LAMPUGNANI (2007) auf gestalterische (aber durchaus auch auf stadtfunktionale) Aspekte der Entwicklung der Zwischenstadt steht KURATHS extrem detaillierter, auf Mikrostudien beruhender Ansatz gegenüber. Dessen Hauptlinien – im Sinne einer beispielgebenden Methodik – sind jedoch schwer erkennbar, weil

jedes noch so kleine Funktions- und Raumelement berücksichtigt wird. Sicherlich stellt auch das Mikrostudienkonzept einen Beitrag zur Qualifizierung der Zwischenstadt dar. Durch den hohen Detaillierungsgrad der Mikrostudien bleibt es jedoch beim Einzelfall, den man allenfalls bedingt als «Modell» bezeichnen kann. Kurzum: Die Erklärungsvielfalt KURATHS belegt eher, dass es kein «Rezept» dafür gibt, Zwischenstadtentwicklung generell zu steuern. Weder das Kapitel «Erkenntnisgewinn Testplanung» (S. 533 ff.) noch Teil D «Synthese» mit dem Einzelkapitel «Relationales Entwerfen als Handlungstheorie zukunftsfähiger Stadtplanung» (S. 545 ff.) liefern eine Patentlösung – die der Verfasser ja wohl auch nicht geben möchte und die es bei der Zwischenstadt vermutlich nicht geben kann.

Insgesamt handelt es sich um ein sehr anregendes Buch, mit dem man sich gründlich auseinandersetzen muss, wenn man sich mit der Zwischenstadtproblematik beschäftigt. Der Rezensent hat vor allem die Teile A, C und D mit ganz grossem Interesse, auch mit bedeutendem Gewinn gelesen. Die Mikrostudien an sich sind vor allem für Ortskenner spannend, insbesondere solche, die seinerzeit am Entwicklungsvorgang beteiligt waren. Es sind Dokumente dafür, wie komplex, aber auch wie schwierig der gesellschaftliche Vorgang «Zwischenstadtentwicklung» ist.

Hartmut Leser, Basel